



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2022-2023

RP,NL,JS/CSC,LW,CE,PG

P.V. PETI 24
P.V. FAIN 10
P.V. ENEJER 20

Commission des Pétitions

Commission de la Famille et de l'Intégration

Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Procès-verbal de la réunion du 18 avril 2023

Ordre du jour :

1. 2061 Pétition ordinaire - **Ënnerstëtzung fir d'Elteren deenen hier Kanner NET an eng Maison relais ginn**
- Suivi du débat public relatif à la pétition n° 2061
2. 2512 Pétition publique - **Elterengeld amplaz vun institutionellen Ariichtungen**
- Suivi du débat public relatif à la pétition n° 2512

*

Présents : Mme Simone Asselborn-Bintz, M. André Bauler, M. Frank Colabianchi, Mme Chantal Gary, M. Marc Goergen, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Marc Hansen, M. Max Hengel, M. Fernand Kartheiser, M. Jean-Paul Schaaf, membres de la Commission des Pétitions

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, Mme Tess Burton, Mme Myriam Cecchetti, Mme Chantal Gary, M. Max Hahn, Mme Carole Hartmann, M. Fred Keup, M. Charles Margue, M. Jean-Paul Schaaf, M. Marc Spautz, membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Goergen, observateur délégué

Mme Diane Adehm, Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, Mme Tess Burton, Mme Myriam Cecchetti, Mme Martine Hansen, Mme Carole Hartmann, M. Max Hengel, M. Fred Keup, M. Claude Lamberty, Mme Josée Lorsché, membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Pierre Lammar, du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

M. Gilles Dahmen, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Noah Louis, Mme Roberta Pinto, M. Joé Spier, Mme Christine Thinnes, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Mars Di Bartolomeo, M. Paul Galles, M. Gusty Graas, Mme Lydia Mutsch, membres de la Commission des Pétitions

Mme Nathalie Oberweis, observateur délégué

M. Paul Galles, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration

Mme Francine Closener, M. Paul Galles, M. Georges Mischo, membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Sven Clement, observateur délégué

*

Présidence : M. Marc Hansen, Vice-Président de la Commission des Pétitions

*

Suivi des débats publics du 5 mai 2022 et du 23 mars 2023 relatifs aux pétitions :

**2061 Pétition publique - Ënnerstëtzung fir d'Elteren deenen hier Kanner NET an eng
Maison relais ginn**

2512 Pétition publique - Elterengeld amplaz vun institutionellen Aarrichtungen

Monsieur le Vice-président de la Commission des Pétitions, Marc Hansen, remercie Monsieur le Ministre Claude Meisch, Madame la Ministre Corinne Cahen ainsi que les députés des trois commissions parlementaires pour leur présence. Monsieur le Vice-président Marc Hansen leur demande de bien vouloir excuser Madame la Présidente de la Commission des Pétitions, Nancy Arendt, qui n'a malheureusement pas pu être présente ce jour et indique que, partant, il assurera la présidence de la présente réunion jointe à sa place. Il résume ensuite brièvement le contenu des pétitions publiques 2061 et 2512 tout en soulignant qu'elles ont trait à une thématique commune : l'éducation non formelle des enfants. L'orateur précise que l'objectif de la présente réunion est de donner une suite aux conclusions arrêtées lors des débats du 5 mai

2022¹ et du 23 mars 2023², dont les éléments principaux sont : la situation des enfants dont les parents exercent un travail posté, le nombre d'enfants inscrits dans les crèches et Maisons relais et les délais d'attente pour l'inscription des enfants en structure d'accueil. Monsieur le Vice-président donne ensuite la parole à Monsieur le Ministre Claude Meisch.

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Claude Meisch, indique que le Ministère a tout mis en œuvre pour récolter les données et chiffres pertinents après le débat public sur la pétition 2512 et l'heure d'actualité de Madame la Députée Martine Hansen³. Cependant, il précise que toutes les statistiques ne relèvent pas de la compétence du Ministère. Le Ministre passe ensuite le relais à un collaborateur du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Le représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse guide les députés à travers la présentation (document annexé n° 1) préparée par le Ministère et leur fournit les explications nécessaires à la compréhension des données présentées :

- Page 3 : Le collaborateur indique qu'entre 2012 et 2022, le nombre d'enfants de moins d'un an fréquentant des structures d'accueil au moins 40 heures par semaine a été réduit de moitié. En moyenne, entre 2021 et 2022, les enfants de moins d'un an ont passé moins de 30 heures par semaine à la crèche.
- Page 4 : L'orateur précise que pour les enfants de moins de quatre ans, le nombre d'heures de garde en structure d'accueil est resté stable. Au niveau des enfants scolarisés (de quatre à douze ans), la moyenne se situe à quinze heures de garde par semaine (soit 3 heures par jour de semaine).
- Page 5 : Le Ministère explique que l'effet du congé parental est visible depuis 2016-2017 sous la forme d'une réduction du nombre d'heures passées à la crèche par les enfants de moins d'un an.
- Page 6 : Le taux de recours au Chèque-service accueil est en diminution pour les enfants de moins de trois ans.
- Page 7 : Pour les enfants jusqu'à douze ans, le taux de recours au Chèque-service accueil est resté stable depuis 2015 et se situe entre 50% et 60%. Le Ministère suppose que ceci est dû au fait que l'offre en matière de structures de garde n'a pas

¹ Conclusions du débat public du 5 mai 2022 au sujet de la pétition 2061 telles qu'elles figurent dans le procès-verbal : « À la suite d'un échange de vues entre les membres de la Commission des Pétitions, de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de la Commission de la Famille et de l'Intégration, les députés n'ont majoritairement pas accédé à la revendication principale de la pétition soumise à débat. Une commission jointe devra analyser plus en détail certains aspects, comme notamment le nombre de familles concernées et la situation des personnes occupant un travail posté. »

² Conclusions du débat public du 23 mars 2023 au sujet de la pétition 2512 telles qu'elles figurent dans le procès-verbal : « À la suite d'un échange de vues entre les membres de la Commission des Pétitions, de la Commission de la Famille et de l'Intégration ainsi que de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, les conclusions suivantes sont arrêtées : Une discussion sur le présent débat figurera à l'ordre du jour de la réunion du 18 avril 2023 entre les trois commissions ci-présentes et à laquelle sont également conviés Madame la Ministre de la Famille et Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Ce sera l'occasion de prendre connaissance de diverses statistiques concernant les maisons relais et les crèches, dont notamment le coût par heure et par enfant de la garde en maison relais ainsi que le nombre d'enfants par tranche d'âge inscrit dans les maisons relais et crèches des diverses communes. Les députés souhaitent également savoir s'il existe des statistiques, par commune ou au niveau national, quant aux listes d'attente pour les structures d'accueil. Il sera aussi question d'évaluer la situation des enfants ne pouvant pas bénéficier des structures d'accueil en raison du manque de place ou parce que les parents travaillent en horaires décalés. Enfin, il est prévu de s'échanger au sujet des quotients éducateur-enfants (théoriques et réels) dans ces structures d'accueil et de faire le point sur l'évolution du fonctionnement des dites structures. »

³ Heure d'actualité n° 4067 « Structures d'accueil et bien-être des enfants accueillis » du 2 mars 2023. Consultable sur : [Débats | Chambre des députés du grand-duché de Luxembourg \(chd.lu\)](https://debats.chd.lu).

exponentiellement augmenté au cours des quelques dernières années comme auparavant. Il explique que le taux de recours est la proportion des enfants ayant effectivement bénéficié des chèques-service par rapport à ceux qui y sont éligibles. Le taux de recours ne prend pas en compte le temps de garde, précise l'orateur.

- Page 8 : Le temps de garde moyen en Maison relais est de quinze heures par semaine et par enfant. Ces chiffres sont calculés à partir des données et statistiques sur l'utilisation du Chèque-service accueil. Le rapport ci-joint (document annexé n° 2) apporte davantage de précisions à cet égard.
- Pages 10-11 : L'orateur insiste sur le fait que la qualité est le facteur le plus important dans l'éducation non formelle des enfants.
- Page 11 : Depuis 2016, la qualité de l'encadrement est la première priorité au niveau de l'éducation non formelle et des structures d'accueil, notamment grâce à la mise en place du cadre de référence national. Le Luxembourg est l'un des rares pays à disposer d'un tel cadre pour l'éducation non formelle.
- Page 14 : Selon le Ministère, la question de la dotation en personnel est particulièrement technique. Le représentant indique qu'il est courant de se référer aux normes minimales de l'agrément, c'est-à-dire six enfants par éducateur pour la petite enfance (moins de quatre ans) et onze enfants par éducateur pour les enfants de quatre à douze ans. Il s'agit là du nombre minimal d'éducateurs par enfant, précise l'orateur. Cependant, il existe un mécanisme de dotations financières permettant d'augmenter le nombre de personnel. Dans la pratique, 21% des crèches disposent d'un éducateur pour trois enfants (de moins de quatre ans). En 2021, il n'y avait plus aucune crèche au Luxembourg pour laquelle la dotation minimale était appliquée. Pour les enfants scolarisés (entre quatre et douze ans), il existe, en moyenne, un éducateur pour six ou sept enfants. Évidemment, il peut y avoir des variations selon les structures, mais elles sont toutes en conformité avec les normes minimales de l'agrément.
- Page 15 : Les chiffres quant au financement prennent en compte toute la population cible.
- Page 16 : Il n'existe pas de listes d'attente centralisées pour les structures d'accueil à travers le pays. Cela relève d'une responsabilité conjointe des communes et des structures d'accueil.
Les pourcentages exprimés reflètent le nombre de places disponibles en structure d'accueil pour 100 enfants.
- Page 17 : L'orateur précise que pour le Canton de Vianden, il est difficile de calculer une moyenne fiable en raison du faible nombre de communes. En ce qui concerne Wiltz, les chiffres doivent encore faire l'objet de vérifications.
- Page 19 : Les crèches conventionnées sont minoritaires par rapport à l'ensemble de l'offre. À l'inverse, pour les enfants scolarisés, les structures conventionnées sont majoritaires. Un quart des communes ont un taux de conventionnement inférieur à 10% pour les structures accueillant des jeunes enfants.

Monsieur le Vice-président Marc Hansen remercie Monsieur le Ministre Claude Meisch et son collaborateur pour leur présentation. Il estime que les graphiques et statistiques préparés par le Ministère sont particulièrement intéressants. Monsieur Hansen donne ensuite la parole aux députés.

Madame la Députée Martine Hansen se demande si le Ministère est en mesure d'analyser quelles sont les caractéristiques des familles qui n'ont pas ou ne peuvent pas avoir recours aux Maisons relais, ainsi que les alternatives plébiscitées par les parents exerçant un travail posté. La députée souhaiterait encore obtenir des informations quant au mode de calcul des divers pourcentages figurant dans la présentation. L'oratrice soulève la possibilité d'une offre potentiellement excédentaire en matière de crèches privées d'après les graphiques présentés. De manière générale et suite à la présentation qui vient d'être faite, elle dit avoir l'impression que le Ministère ne relève pas l'existence de problématiques aiguës au niveau de l'éducation

non formelle des enfants. Elle souhaite à cet égard qu'une analyse qualitative soit conduite sur le terrain, car elle indique avoir reçu des témoignages de parents qui se disent insatisfaits de la qualité de l'encadrement de leurs enfants dans les structures d'accueil. Enfin, elle souhaite savoir si le Ministère a été en mesure de chiffrer les coûts qui seraient générés à charge de l'État par la mise en place d'aides financières en faveur des parents désireux de diminuer leur temps de travail pour assurer eux-mêmes la garde de leurs enfants (entièrement ou partiellement).

Monsieur le Ministre Claude Meisch explique que le Ministère n'a pas calculé les coûts engendrés par une contribution financière puisque le présent Gouvernement ne désire pas considérer la piste d'un soutien financier en faveur des parents souhaitant garder leurs enfants à domicile. En revanche, à la demande de la Chambre des Députés, le Ministère a pu calculer le budget réservé à l'éducation non formelle des enfants. Il précise à cet égard que coexistent plusieurs politiques de soutien aux familles avec enfants. Tout d'abord, le coût du nouveau modèle du congé parental est évalué à environ 3 millions d'euros par an. La participation de l'État au financement des heures de crèche est également de 3 millions d'euros par an. Il faut garder à l'esprit que le coût d'un congé parental est plus élevé que la participation étatique à la garde en crèche d'un enfant ce qui explique pourquoi les deux budgets sont similaires. En ce qui concerne la qualité de l'encadrement des enfants en structure d'accueil, Monsieur le Ministre informe la députée du rapport⁴ élaboré par le Service national de Jeunesse qui vient d'être publié. Dans le cadre de cette étude, des analyses sur le terrain ont été effectuées et le personnel éducatif a pu donner son avis.

Le représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse rappelle qu'il ne faut pas confondre la couverture de l'offre et le nombre de places conventionnées. La couverture est le nombre de places existantes par commune. Le Canton de Wiltz compte davantage de places qu'y habitent d'enfants. Ceci est dû à la nouvelle Maison relais qui vient d'ouvrir à Wilwerwiltz et qui dispose d'une grande capacité d'accueil. En outre, au sein d'un même canton, il y a des disparités entre les communes.

Madame la Députée Martine Hansen se demande s'il y a des statistiques sur le nombre d'enfants fréquentant des structures d'accueil conventionnées et sur le nombre d'enfants fréquentant de structures non-conventionnées. En somme, elle souhaite connaître le pourcentage d'enfants allant dans des structures non-conventionnées.

Le représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse explique qu'il n'est pas possible de calculer le taux de fréquentation réel pour les crèches non-conventionnées car elles fonctionnent avec des contrats différents.

Monsieur le Vice-président Marc Hansen souhaite connaître les solutions proposées aux parents travaillant de nuit ou qui sont en travail posté et si des réflexions sont menées par le Gouvernement à ce sujet. Il se demande également si le Ministère connaît le nombre de familles qui se trouvent dans cette situation.

Le représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse indique qu'il est très difficile de calculer le nombre de personnes en travail posté et qui ont des enfants en âge de fréquenter des structures d'accueil. En revanche, le Ministère espère que l'avant-projet de loi en cours d'élaboration sur le métier d'assistant parental incitera ceux-ci à proposer des horaires plus flexibles que ceux des crèches et des Maisons relais⁵.

⁴ Service National de la Jeunesse, « 2021 Développement Qualité – Suivi de la qualité pédagogique auprès des maisons des services d'éducation et d'accueil et des assistants parentaux », mars 2023. Consultable sur : [2301097_SNJ_brochure_Suivi-Enfance_4.pdf \(public.lu\)](#)

⁵ L'avant-projet de loi a été approuvé le 22 mars 2023 par le Conseil de gouvernement. À la date du débat, le projet de loi n'avait pas encore été déposé auprès de la Chambre des Députés. Des

Madame la Députée Josée Lorsché relève que les crèches dites « inclusives » bénéficient d'une plus grande dotation en personnel. Elle souhaite savoir si le Gouvernement dispose de statistiques sur le nombre d'enfants en situation d'handicap fréquentant des structures d'accueil. La députée se réjouit de la diversité de l'offre en matière de crèches et regrette que les « mini-crèches » soient en si faible quantité. Enfin, elle indique avoir été informée par des parents d'enfants âgés d'onze ans et plus (fréquentant l'enseignement fondamental) que ces derniers n'apprécient guère de fréquenter les Maisons relais car l'accent y serait mis sur des activités destinées à des enfants plus jeunes.

Le représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse rapporte que le nombre d'enfants à besoins spécifiques dans les crèches n'a pas été calculé. En revanche, le dispositif *Incluso* a été développé par le Ministère⁶ pour conseiller les structures d'éducation non formelle sur l'accueil des enfants à besoins spécifiques. Il s'agit d'un secteur en perpétuel développement. En 2008, par exemple, rien n'avait encore été mis en œuvre à ce sujet. Depuis, il y a eu des progrès considérables.

Madame la Députée Djuna Bernard demande à obtenir davantage d'informations quant à la prise en compte des frais de type « *overhead* » (frais de gestion, d'entretien, etc.) dans les chiffres présentés par le Ministère au sujet du financement par l'État de places en structures d'accueil. Elle souhaite également savoir si des différences en matière de qualité de l'encadrement existent entre les structures conventionnées et celles qui ne le sont pas, et vers quels types de structure se dirige la tendance actuelle. La députée demande également au Ministère s'ils sont en possession de données relatives aux crèches d'entreprise. S'adressant ensuite à Madame Corinne Cahen, la Députée se demande si l'État dispose de chiffres quant à la répartition par tranche d'âge des heures de garde assurées par les parents, les grands-parents et les structures d'accueil.

Monsieur le Ministre Claude Meisch dit qu'il n'y a pas toujours un équilibre de l'offre entre les structures conventionnées et les non-conventionnées. Pour les crèches, l'offre au niveau des structures non-conventionnées a eu tendance à augmenter car les crèches privées pouvaient plus rapidement augmenter leurs capacités et donc leur part de marché. Au niveau des crèches communales, les capacités ont augmenté plus lentement, notamment en raison du fait que la plupart des communes ont davantage investi dans les Maisons relais. Le Ministre souligne que les disparités au niveau national sont grandes : plus une zone est densément peuplée, plus le pourcentage de structures conventionnées est faible. Dernièrement, le Ministère a proposé plusieurs mécanismes de fonctionnement et de financement aux crèches (prise en charge des frais d'investissement ou des frais de gestion), mais au grand regret de Monsieur le Ministre, cela n'a pas conduit à un plus grand engagement de la part des communes.

En ce qui concerne les crèches d'entreprise, Monsieur Meisch estime que lorsqu'il s'agit d'une entreprise de grande taille, il est plus intéressant pour elle de créer une a.s.b.l. (association sans but lucratif) afin de pouvoir profiter du financement étatique. En pratique, le nombre de crèches d'entreprise a eu tendance à diminuer, probablement en raison de l'augmentation de l'offre publique et conventionnée. En tout état de cause, le Ministère ne note pas un grand engagement au niveau des entreprises.

Enfin, Monsieur le Ministre insiste que sur le fait que les enfants restant en structure d'accueil du « matin au soir » font figure d'exception. Comme le démontrent les graphiques, la moyenne par enfant se situe à trente heures hebdomadaires de crèche et à quinze heures

informations complémentaires sont consultables sur : [Un nouveau projet de loi pour renforcer et réformer l'activité d'assistance parentale - gouvernement.lu // Le gouvernement luxembourgeois](http://www.gouvernement.lu/Le_gouvernement_luxembourgeois/Un_nouveau_projet_de_loi_pour_renforcer_et_reformer_l_activite_d_assistance_parentale)

⁶ Des informations sur ce dispositif peuvent être consultées sur : [Un-accueil-pour-tous-Mettre-en-oeuvre-une-approche-inclusive-dans-les-SEA-pour-enfants.pdf \(enfancejeunesse.lu\)](http://www.gouvernement.lu/Le_gouvernement_luxembourgeois/Un_accueil_pour_tous/Mettre_en_oeuvre_une_approche_inclusive_dans_les_SEA_pour_enfants)

hebdomadaires en Maison relais. Il est évident que les parents tentent de s'organiser de façon à ce que leur enfant ne passe pas trop de temps en structure d'accueil.

Madame la Ministre Corinne Cahen explique que lorsque les enfants ne sont pas en structure d'accueil, il n'est pas possible de savoir qui assure leur encadrement – que ce soit les parents, les grands-parents ou toute autre personne. Le Ministère de la Famille note que davantage de pères ont recours au congé parental aujourd'hui, ce qui contribue également à diminuer le temps de garde en structure d'accueil. La Ministre indique qu'il faut prendre en considération le fait que 47% de la population luxembourgeoise est de nationalités étrangères et n'a pas nécessairement des grands-parents au Luxembourg qui pourraient assurer la garde de leurs petits-enfants.

Madame la Députée Djuna Bernard remercie les Ministres pour ces explications et demande si les agents régionaux constatent une différence entre les structures conventionnées et non-conventionnées au niveau de la qualité.

Monsieur le Ministre Claude Meisch indique que le cadre de référence national sur l'éducation non formelle est le même pour les deux types de structures. Au niveau du recrutement, par exemple, des différences peuvent exister en raison de l'existence et du contenu des conventions collectives applicables. Des différences au niveau de l'inscription peuvent également avoir lieu : les structures privées exigent fréquemment un contrat avec un nombre d'heures plus élevé que le temps passé réellement par l'enfant dans la structure. En revanche, au niveau de la qualité, les exigences sont identiques.

Madame la Députée Simone Asselborn-Bintz souhaite obtenir plus de détails quant à l'étude menée sur les bienfaits de l'éducation non formelle en structure d'accueil pour les enfants issus de milieux sociaux moins favorisés. La Députée demande également à connaître le nombre de structures conventionnées et de structures non-conventionnées.

Monsieur le Ministre Claude Meisch précise que les données figurant dans la présentation renvoient au nombre de places et non pas au nombre de structures.

Le représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse indique que dans le cadre de référence, figurent des explications quant à l'impact de l'éducation non formelle en structure d'accueil à long terme (jusqu'aux trente ans de l'enfant). Les études sur lesquelles se basent le Ministère sont américaine (référée au nom de « NICHHD »)⁷ et scandinave⁸.

Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf souhaite savoir si le coût mensuel de 667 euros par place agréée (page 15 de la présentation) prend uniquement en compte la contribution étatique ou si elle englobe également la participation de la commune.

Monsieur le Ministre Claude Meisch répond que le montant en question reflète exclusivement la subvention de l'État et que la subvention de la commune n'y est pas prise en compte.

⁷ National Institute of Child Health and Human Development (NICHD) (1991), Study of Early Child Care and Youth Development (SECCYD)

Consultable sur:

https://www.nichd.nih.gov/sites/default/files/publications/pubs/documents/seccyd_06.pdf

⁸ Zachrisson A.D., Dearing E., Topstad Borgen N., Jorde A.M., Karoly S.L. (2018), Universal Early Childhood Education and Care for Toddlers and Achievement. Outcomes in Middle Childhood (Department of Special Needs Education, University of Oslo; Lynch School of Education and Human Development, Boston College; RAND Corporation and the Pardee RAND Graduate School).

Consultable sur : [EdArXiv Preprints | Universal Early Childhood Education and Care for Toddlers and Achievement Outcomes in Middle Childhood](#)

Monsieur le Député Jean-Paul Schaaf estime que les structures privées font de nombreux bénéfices sur le dos des familles en appliquant des tarifs parfois excessifs ou en obligeant les parents à s'engager pour quarante ou soixante heures de garde par semaine alors que le temps réellement passé par l'enfant en structure d'accueil est bien inférieur. Le Député dit également avoir reçu des témoignages de la part de parents selon lesquels la garde d'enfants pendant l'année scolaire est devenue plus abordable, mais qu'en parallèle, les tarifs ont augmenté pour les vacances scolaires.

Monsieur le Vice-président Marc Hansen rappelle que la présente réunion ne porte, en principe, que sur les conclusions arrêtées lors des débats publics du 5 mai 2022 et du 23 mars 2023.

Monsieur le Ministre Claude Meisch confirme que la contribution parentale au coût de la garde des enfants a diminué pendant la période scolaire et que le Ministère a conscience du fait que la garde des enfants est désormais plus coûteuse pendant les vacances. Il explique cela par l'objectif du Gouvernement de proposer « ganz Dag Schoul » qui se doit d'être gratuite pendant les semaines scolaires. Pendant les vacances scolaires, à l'inverse, les tarifs sont fixés sur base de barèmes qui dépendent des revenus des parents. Avant l'introduction des Chèques-service accueil, le prix d'une semaine de garde en structure d'accueil pendant les vacances scolaires était plafonné à cent euros par enfant. Cela n'est plus le cas aujourd'hui puisque le Gouvernement ne souhaite pas encourager ceux qui voudraient confier leurs à des structures d'accueil en permanence (« cinquante-deux semaines par an » et du « matin au soir »). Ainsi, dans un nombre limité de cas, et plus particulièrement pour les familles à hauts revenus qui recourent principalement aux structures d'accueil pendant les vacances scolaires, le coût à charge des parents a pu augmenter.

Le Ministre explique que pour l'obtention d'informations quant à la durée et au taux de fréquentation des structures d'accueil, le Ministère ne peut se baser que sur les structures conventionnées en raison de la fiabilité des données. L'orateur se dit conscient du fait que des divergences existent au niveau des heures facturées dans le secteur privé. Le Ministère et la FELSEA (Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et d'accueil pour enfants) vont bientôt entrer en contact pour discuter de cette problématique. Cependant, Monsieur Claude Meisch prévient que l'État ne peut pas imposer à des entreprises du secteur privé de modifier leurs contrats.

Monsieur le Député Fred Keup estime que ce qui vient d'être dit démontre que l'État a connaissance d'abus dans le chef des crèches privées. Il souhaite savoir si l'État est en possession d'estimations quant au nombre d'abus et demande à connaître la démarche à suivre lorsqu'un abus est vérifié. Quant aux crèches de manière générale, le Député souhaite connaître le nombre total d'enfants inscrits et le nombre d'effectifs.

Monsieur le Ministre Claude Meisch signale que le cadre de référence constitue une limite qui permet au Ministère d'identifier des incohérences entre le nombre d'enfants inscrits et le nombre de personnel. En tout état de cause, le Ministère envisage de réformer le système du Chèque-service accueil.

Le représentant du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse indique que les données demandées sont publiées dans les rapports annuels, mais qu'il ne connaît pas les chiffres par cœur.

Monsieur le Vice-président Marc Hansen constate qu'il n'y a plus de questions et remercie les Ministres pour leur contribution. Il n'est pas certain que tous aient obtenu satisfaction, mais se dit ravi de la documentation et des explications obtenues.

Luxembourg, le 18 avril 2023

Procès-verbal approuvé et certifié exact



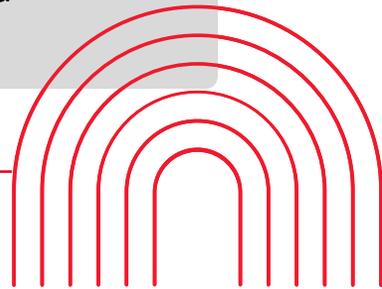
Zuelen a Fakten ronderëm déi non-formal Bildungsstrukturen

Pétition publique 2512: Elterengeld am plaz vun institutionellen
Ariichtungen

Commission des Pétitions

Commission de la Famille et de l'Intégration

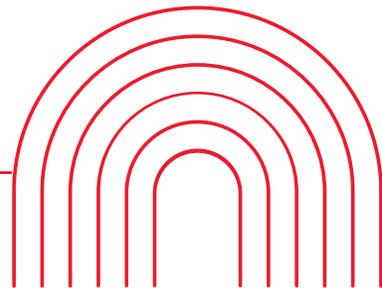
Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement Supérieur et de la
Recherche





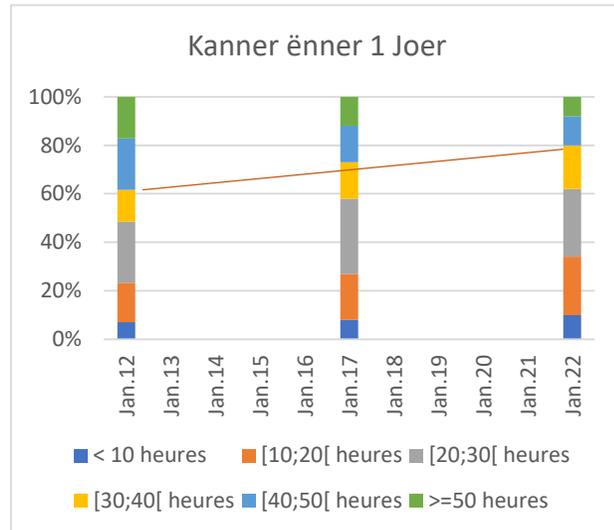
Themen

- ▶ Fréquentatioun
- ▶ Qualitéit
- ▶ Finanzéierung
- ▶ E Bléck op d'Gemengen an Regiounen





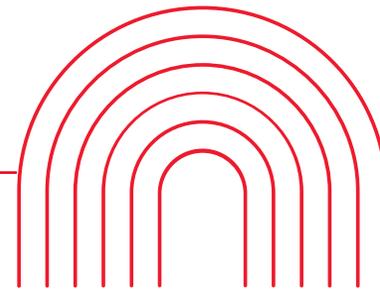
Wöchentlech Betreungszäit vun Kanner ënner 1 Joer



*50 % manner,
wéi nach am Joer 2012*

Kanner	Jan. 2012	Jan. 2017	Jan. 2022
ënner 1 Joer	33 St.	30 St.	28 St.

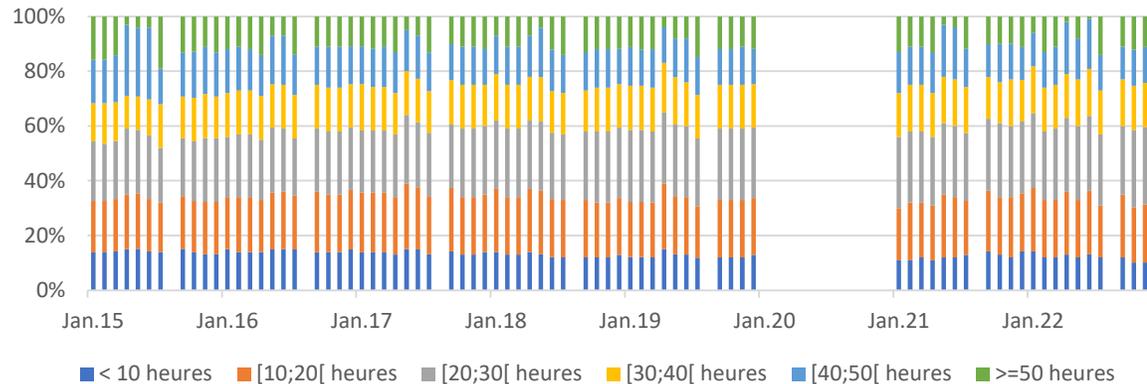
- ▶ D' Kanner ënner 1 Joer verbréngen ëmmer manner Stonnen an enger Crèche
- ▶ D'Unzuel u Stonnen wou Kanner ënner engem Joer, 40 Stonnen d'Woch oder nach méi laang, an enger konventionéierter Crèche verbréngen, ass ëm 50 % erfogaangen.
- ▶ An der Moyenne sinn méi wéi 60% vun de Kanner ënner engem Joer, manner wéi 6 Stonnen den Dag an enger konventionéierter Crèche ageschriwwen. Op d'Woch gesinn, sinn dat manner wéi 30 Stonnen.





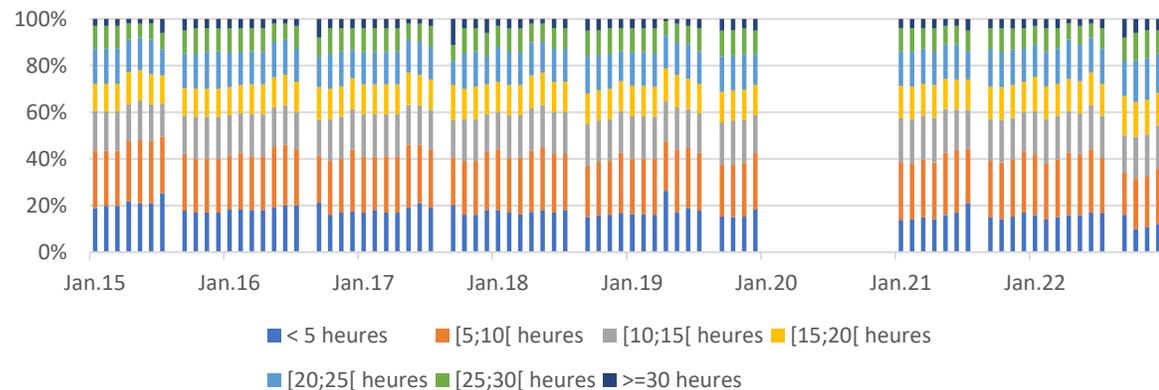
Wöchentlech Betreungszeit

Kanner ënner 4 Joer

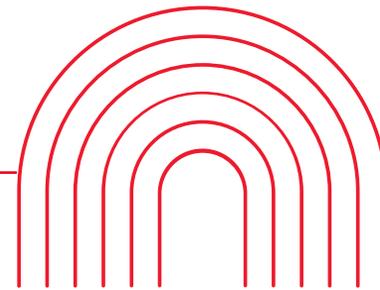


Déi wöchentlech Betreungszeit vun de Kanner **ënner 4 Joer** an enger non-formaler Bildungsstruktur ass an der **Moyenne iwwer déi lëschten Joren stabil bliwwen**. Allerdéngs léist sech feststellen dass am Kléngkand-Beräich d'Unzuel vun der wöchentlecher Betreungszeit kontinuierleech erof geet.

Kanner tëschent 4 an 12 Joer

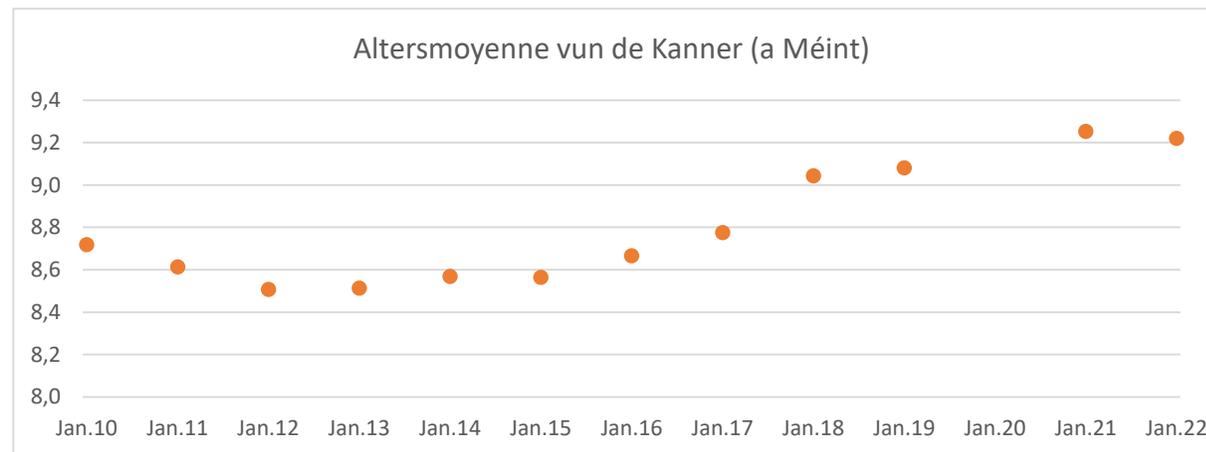


Während de Schoulwochen sinn schoulpflichteg Kanner am Alter tëschent **4 an 12 Joer** an der Moyenne manner wéi 15 Stonnen an enger konventionéierter Maison Relais ageschriwwen. An der **Moyenne sinn dat manner wéi 3 Stonnen den Dag**

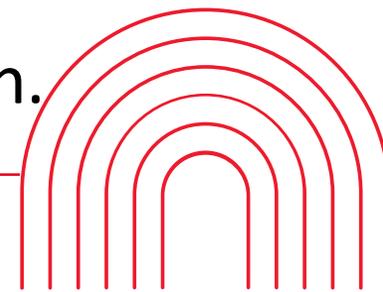




Impakt vum Congé parental op den Alter vun de Kanner an enger Crèche

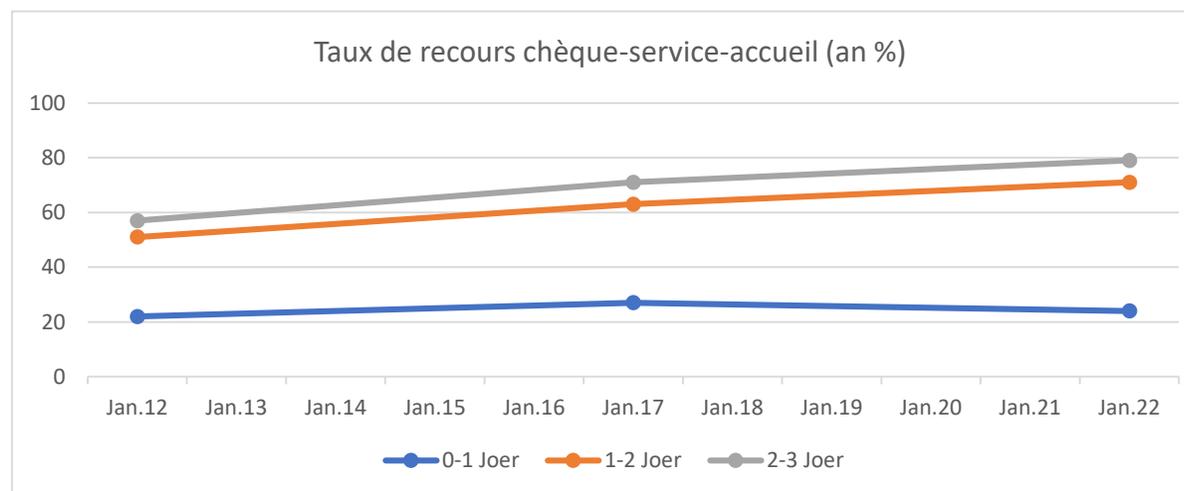


- ▶ Kleng Kanner ginn méi spéit an d' Crèche, wéi nach virun e puer Joer.
- ▶ E wichtege Impakt hat d'Reform vum Congé parental (2016). D'Kanner sinn hautdesdaags méi al, wann si an enger Crèche sinn.

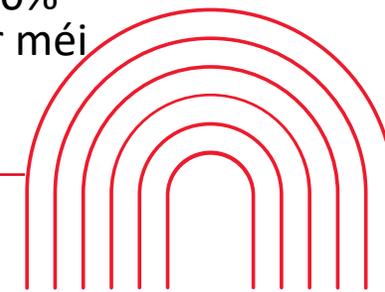




Kanner -ënner 3 Joer- déi vum Chèque-service profitéieren

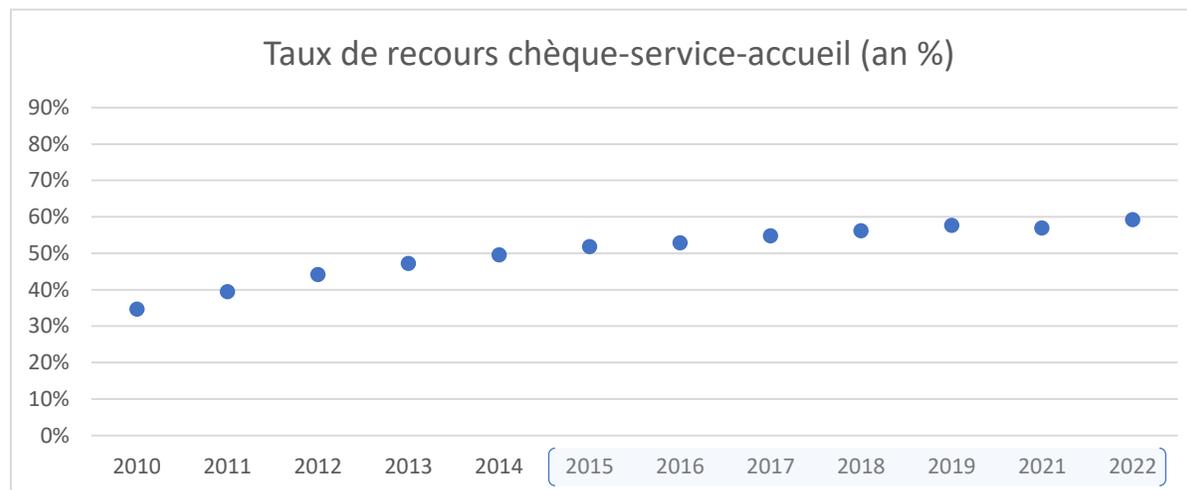


- ▶ De Prozentsaz vun de Kanner, déi manner wéi een Joer hunn, ass geréng an ass an deenen lëschten Joren erof gaangen.
- ▶ Den Impakt vum Congé parental gesäit een dorun, dass nëmme nach knapps 20% vun de Kanner ënner engem Joer op den Chèque-service accueil zeréckgräifen.
- ▶ Non-formal Bildungsstrukturen ginn réischt fir d'Elteren mat Kanner ab engem Joer wichteg. Bis zu 80% vun den Kanner am Alter vun engem bis dräi Joer gräifen op dës Méiglechkeet zeréck. Wat d' Kanner méi al sinn, wat den Taux de recours erof geet.

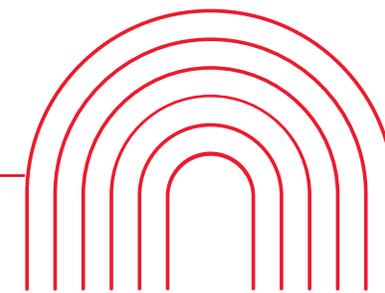




« Taux de recours » vum Chèque-service accueil vun all de Kanner am Alter vun 0-12 Joer

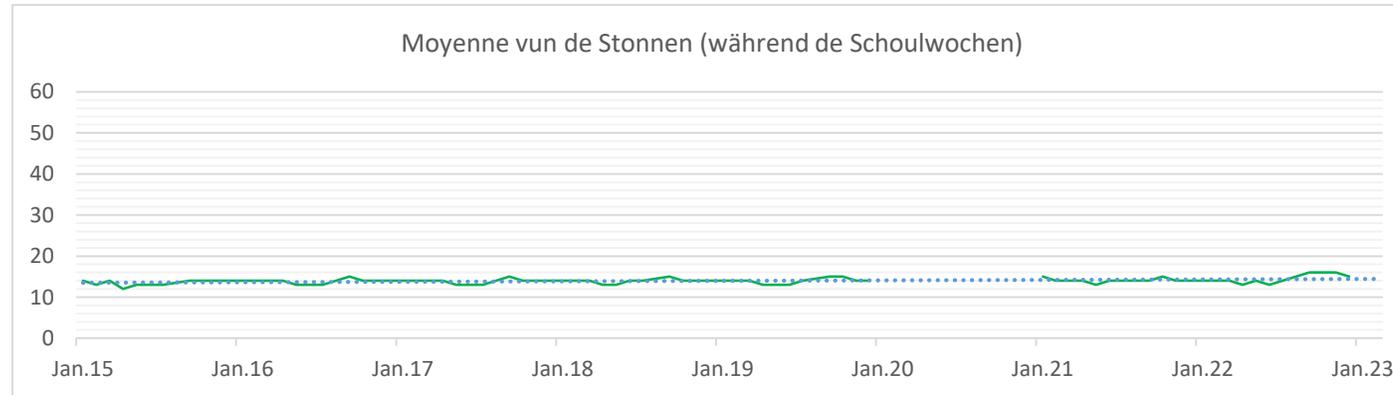


- ▶ Sait dem Joer 2015 ass den « *Taux de recours* » vum Chèque-service accueil stabil bliwwen.
- ▶ An deenen lëschten Joren ginn konstant tëschent 52 % a 59 % vun de Kanner an eng non-formal Bildungsstruktur.

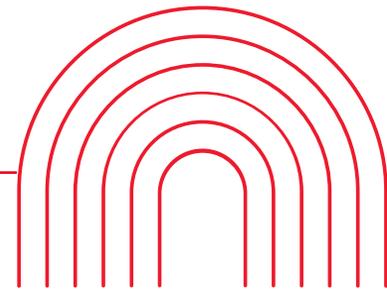




Entwécklung vun de Stonnen, an der Moyenne, während de Schoulwochen



- ▶ Sait der Aféierung vun der Gratuitéit an der Maison Relais (September 2022), bleiwen d'Kanner net signifikativ méi laang an de non-formalen Bildungsstrukturen.
- ▶ D'Unzuel u Stonnen, wou schoulpflichteg Kanner an enger konventionéierter Maison Relais betreit ginn, ass téschent dem Joer 2021 an 2022, ëm 1,5 Stonn pro Woch eropgaangen. Op d'Woch gesinn, sinn d'Kanner am Alter téschent 4 an 12 Joer an der Moyenne 15 Stonnen d'Woch an enger non-formaler Bildungsstruktur.

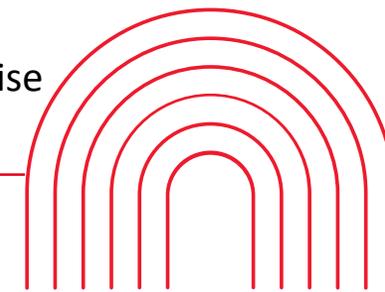




Finanziell Entlaaschtung duerch d'Gratuitéit

- ▶ Mat der Aféierung vun der Gratuitéit spueren Stéit mam Revenu médian 864 € am Joer.
- ▶ De System vum Chèque-service accueil ass e wichtegt Instrument vun der sozialer Gerechtegkeet.
- ▶ Eng Étud vum STATEC 2019 beleet, dass de Chèque-service accueil zu där Zäit den:
 - Taux de risque de pauvreté vun der gesamter Populatioun vu 16,5 % op 14,9 % reduzéieren géif.
 - Taux de risque de pauvreté bei Kanner sech bis zu 6 points de pourcentage reduzéieren géif.

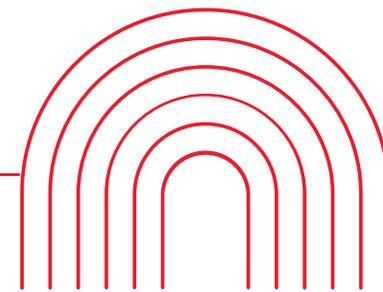
Source: STATEC (2019) Rapport travail et cohésion sociale. L'état social et le bien-être de la société luxembourgeoise





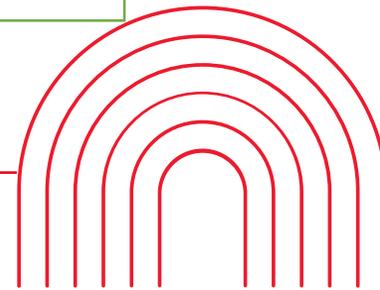
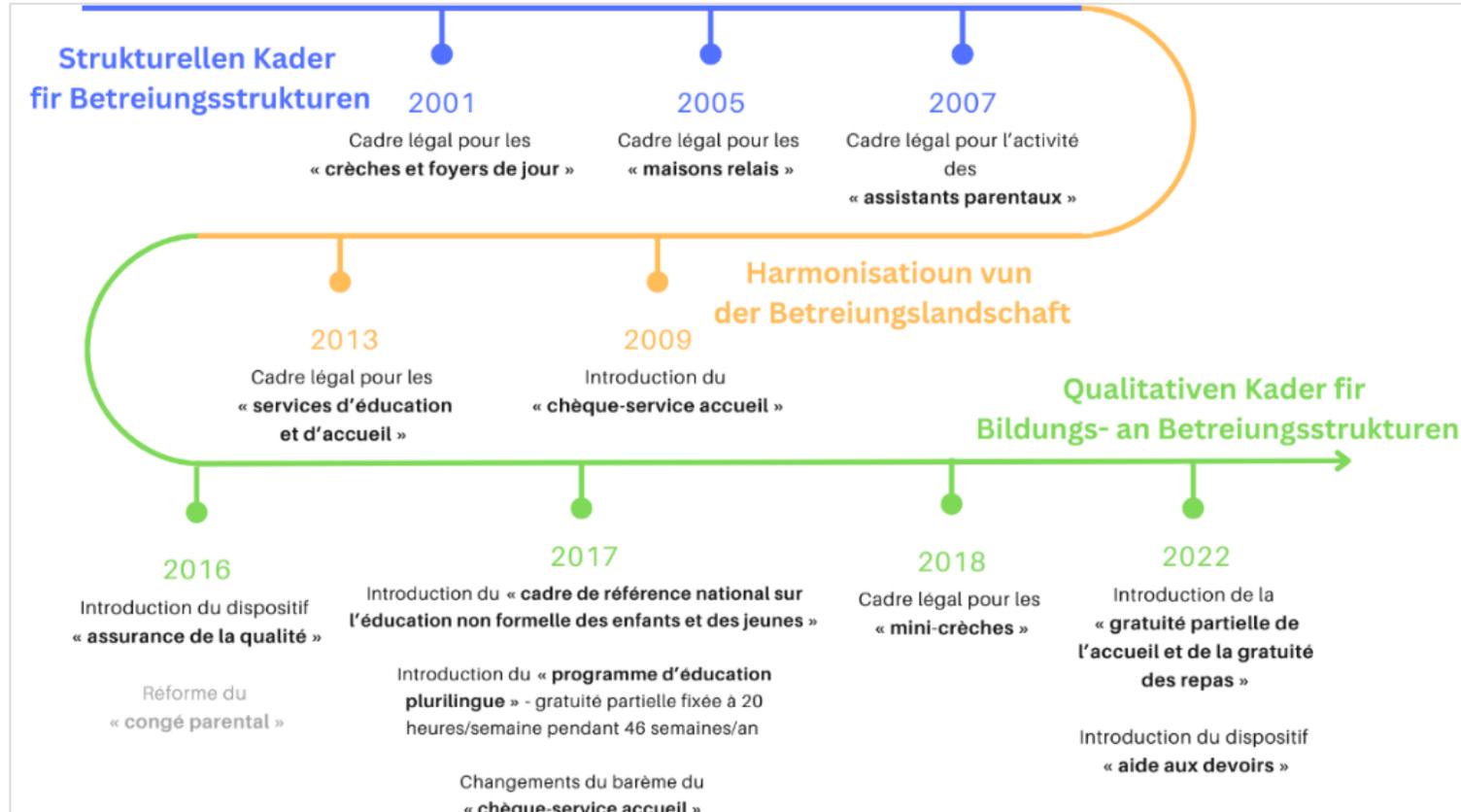
Qualitéit as den wichtigsten Faktor

- ▶ Egal fir wéi een Betreuungsmodell een sech entscheet, (*sief et doheem, bei den Elteren, bei de Grousselteren, bei Dageselteren, an enger non-formaler Bildungsstruktur, ...*) ass et ëmmer d' Qualitéit
 - *vun der Betreuung,*
 - *vun der Interaktioun mam Kand,*
 - *vun der pädagogescher Offer ausschlaggebend,*
- ▶ Virun allem Kanner aus benodeelegten Elterenhaiser profitéieren vun enger Betreuung an enger non-formaler Bildungsstruktur.



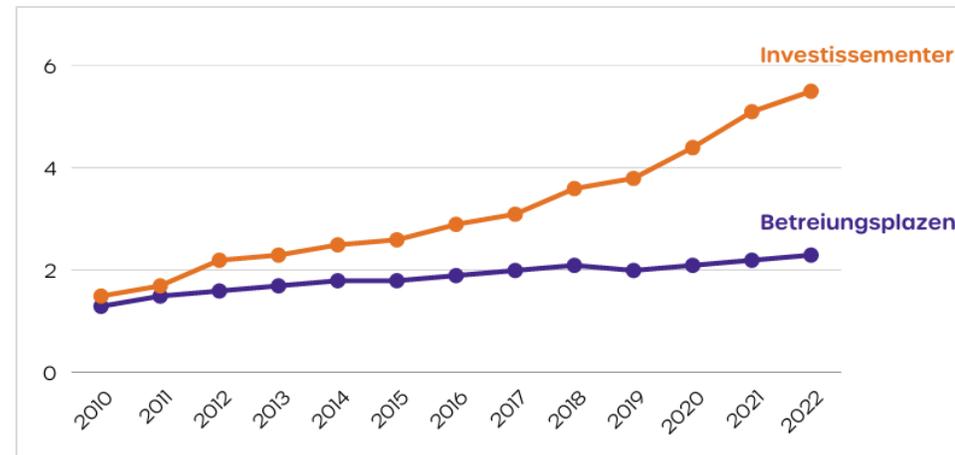


Qualitätsentwicklung





Qualitéitsentwécklung

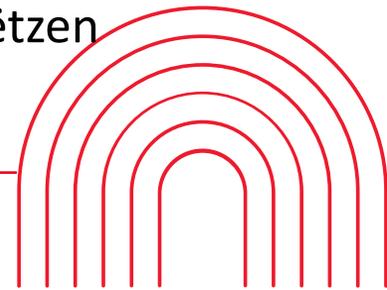


► *Quantitativen Ausbau:*

- Et gi méttlerweil 2,3 mol esou vill Plazen, wéi nach 2009

► *Qualitativen Ausbau:*

- Et gouf 5,5 mol souvill Budget an d' Bildungs- a Betreuungsstrukturen investéiert, wéi nach 2009, fir d'Qualitéitsentwécklung vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen ze ännerstétzen





Qualitéssëcherung

- ▶ Zanter dem Joer 2017 sinn déi non-formal Bildungsstrukturen obligéiert, all dräi Joer e pädagogesch Konzept virzeleeën, wat vun engem Agent regional vum SNJ evaluéiert an validéiert gëtt.
- ▶ Doriwwer eraus geet den Agent regional zwee mol am Joer an all non-formal Bildungsstruktur

Figure 5. Total des recommandations et obligations par dimensions indiquées aux SEA
(n = 784 rapports-suivi)

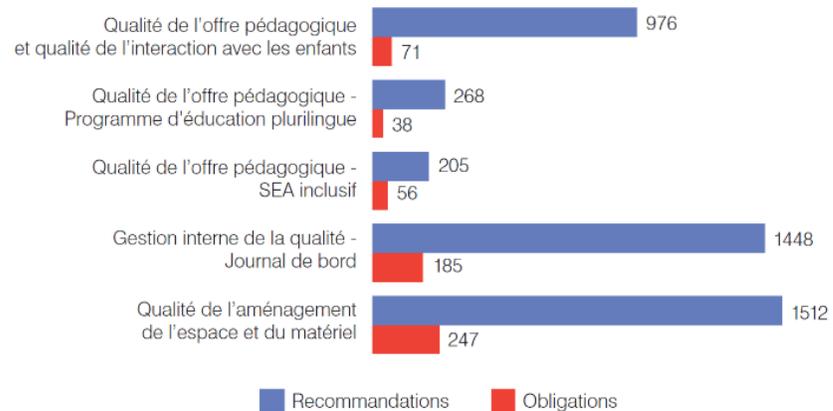
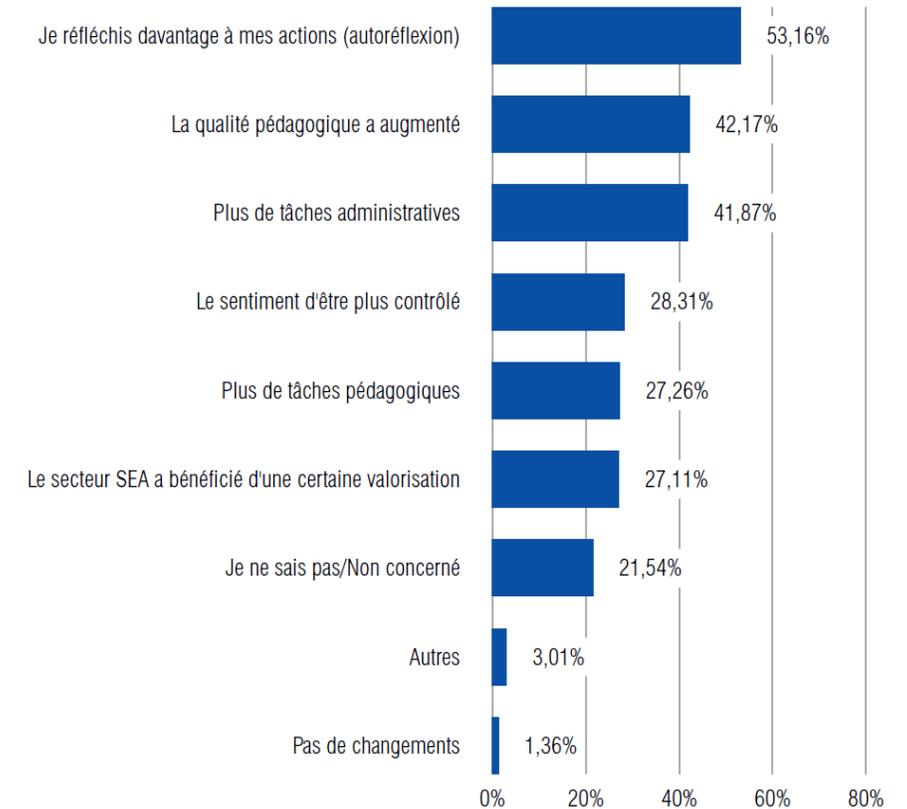
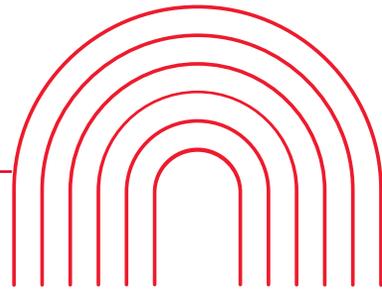


Figure 39. SEA - Selon vous, qu'est-ce qui a changé au cours des dernières années grâce au dispositif d'assurance qualité ? (n=664)



Source: SNJ (2023) Suivi de la qualité pédagogique auprès des SEA et des AP 2021





Personalschlüssel

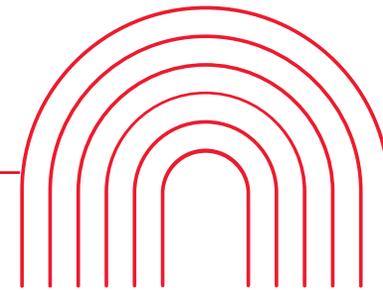
► De Personalschlüssel, wéi dësen mindestens iwwert den Agreement virgeschriwwen ass, gëtt duerch weider finanziell Mechanismen a qualitativ Mesuren an der Praxis weider no uewen ugepasst:

- *Auslaaschtungsdelta vun 75%*
- *Planifikatioun vun de Betreuungsstonnen ginn um Niveau vun Plagen fixéiert (Blocs)*
- *Zousätzlech Personal duerch de Programm d'éducation plurilingue an de Crèchen (+10%)*
- *Zousätzlech Personal duerch d' Aféierung vun enger SEA-Inclusive (+1,5%)*

Public cible	ratio	Heures présences réelles / Heures encadrement réalisées		Heures présences réelles / Heures encadrement Totales *	
		2019	2021	2019	2021
SEAJ	< 3	2%	7%	12%	21%
	3-4	31%	42%	49%	55%
	4-5	44%	41%	37%	25%
	5-6	21%	9%	2%	0%
	6-7	2%	0%		
	7-8	0%	1%		
SEAS	< 3	0%	2%	1%	0%
	3-4	0%	5%	2%	6%
	4-5	8%	19%	9%	27%
	5-6	8%	23%	15%	33%
	6-7	38%	33%	37%	21%
	7-8	29%	11%	22%	8%
	8-9	8%	5%	9%	6%
	9-10	6%	1%	3%	0%
	10-11	1%	0%	2%	0%
	>11	3%	1%		

Heures encadrement totales : Heures éligibles selon formule

$$HET = f \{HPEB ; \text{plages horaires; Ratio}\} \boxtimes \text{Max} \{1040H ; 1,5\% * HPEB\} + \{HPEFÉ / 7,33 * 10\% \} * RRTT$$



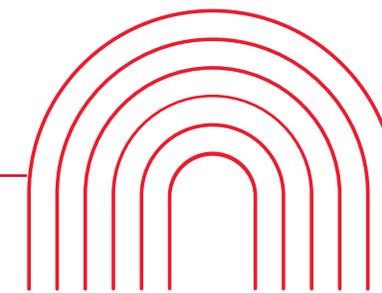


Finanzéierung

- Käschten fir den Staat pro Platz/Stonn an enger non-formaler
Betreiungsstruktur:

Type	Coût mensuel par place agréé	Coût horaire par heure facturée
SEA conv.	NB: Données 2022 667€	12,01€

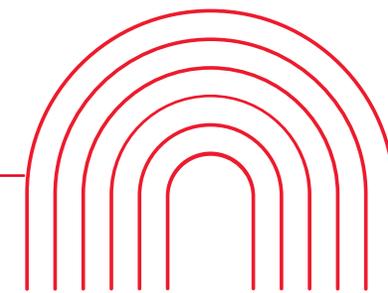
Postes	SEA non scol.	SEA scol.
Frais de personnel enc.	66%	53%
Frais de fonctionnement	34%	47%
• Dont Encadrement	1%	1%
• Dont Frais de Gestion	4%	5%
• Dont Administration	14%	15%
• Dont Repas	9%	17%
• Dont Nettoyage	5%	8%
• Dont Transport	0%	1%





Couverture vun der Offer an den Gemengen (Kantonen)

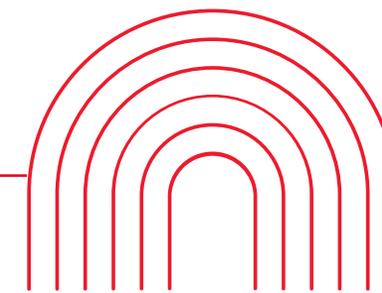
	Couverture offre d'accueil totale 0-12	Couverture offre d'accueil totale 0-3	Couverture offre d'accueil totale 3-12
National	77%	68%	80%
Norden	83%	65%	89%
Zentrum	76%	70%	78%
Osten	73%	53%	79%
Süden	74%	84%	69%





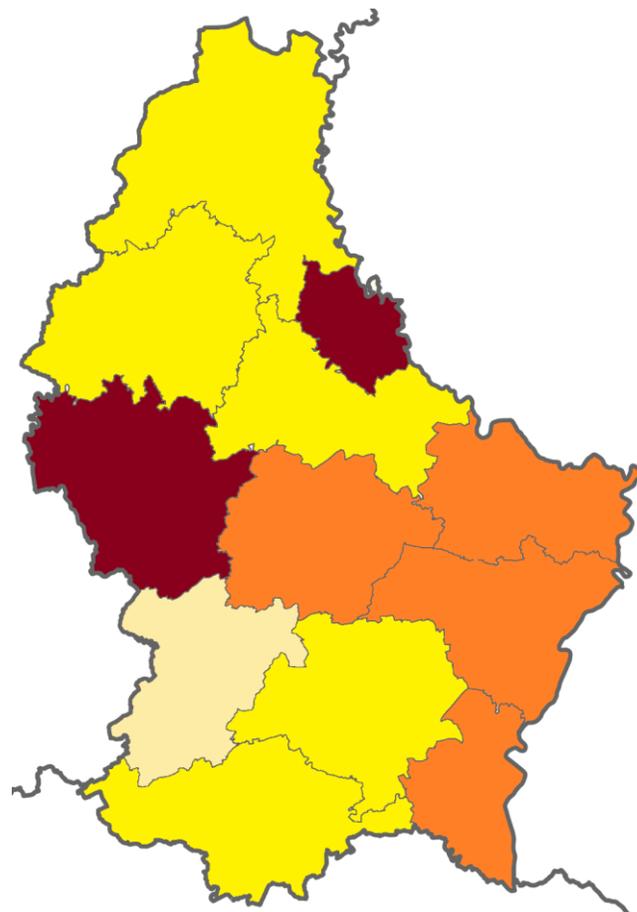
Couverture vun der Offer an den Gemengen (Kantonen)

Kanton	Couverture offre d'accueil totale 0-12	Couverture offre d'accueil totale 0-3	Couverture offre d'accueil totale 3-12
Capellen	73%	78%	71%
Clervaux	88%	84%	89%
Diekirch	89%	80%	87%
Echternach	66%	51%	66%
Esch-sur-Alzette	76%	88%	67%
Grevenmacher	74%	57%	80%
Luxembourg	72%	81%	68%
Mersch	80%	57%	90%
Redange	71%	39%	87%
Remich	77%	52%	87%
Vianden*	60%	47%	61%
Wiltz*	102%	80%	110%

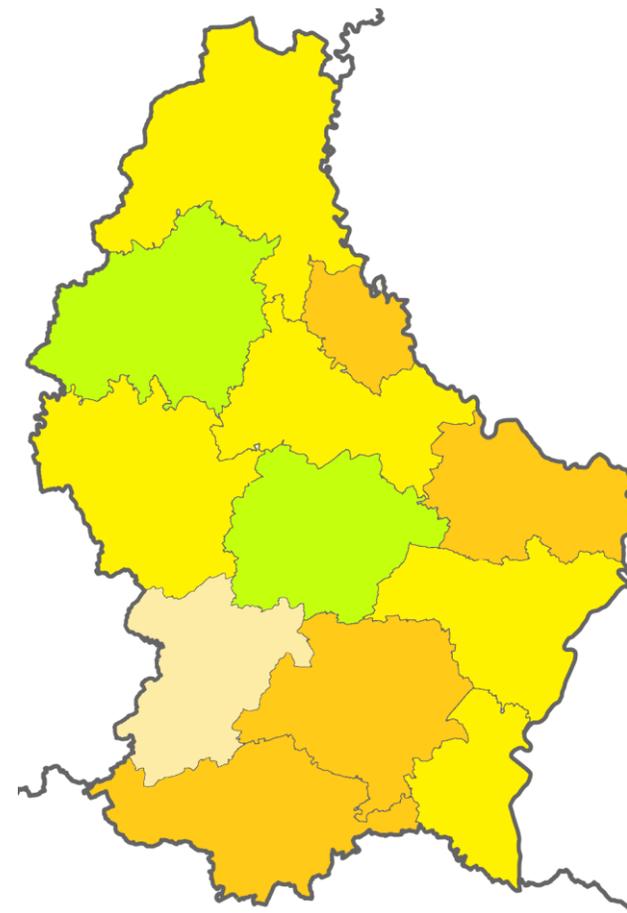
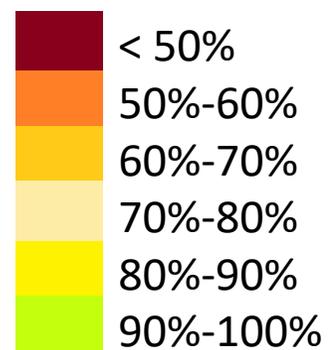




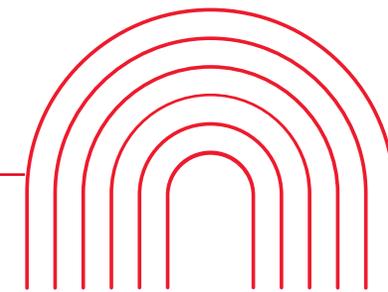
Couverture vun der Offer par rapport zu der Zilgrupp



Couverture offre d'accueil totale 0-3



Couverture offre d'accueil totale 3-12

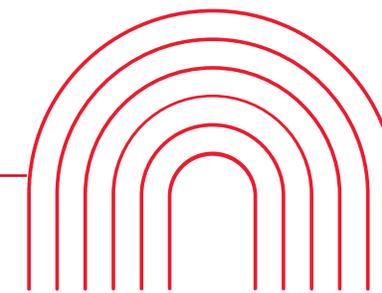


Couverture vun der conventionnéierter Offer



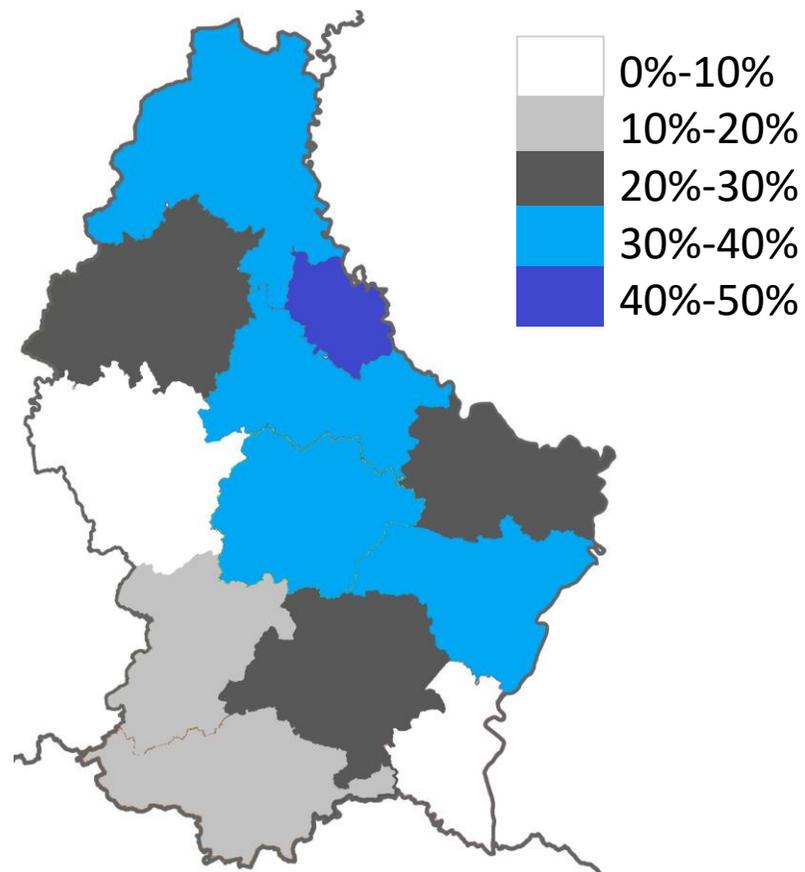
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Kanton	Couverture offre d'accueil totale 0-12 (conventionné)	Couverture offre d'accueil totale 0-3 (conventionné)	Couverture offre d'accueil totale 3-12 (conventionné)
National	61%	22%	77%
Capellen	54%	15%	68%
Clervaux	70%	32%	88%
Diekirch	69%	31%	88%
Echternach	53%	26%	63%
Esch-sur-Alzette	45%	12%	60%
Grevenmacher	67%	34%	80%
Luxembourg	53%	22%	64%
Mersch	72%	37%	88%
Redange	62%	9%	87%
Remich	64%	9%	87%
Vianden*	57%	47%	61%
Wiltz*	78%	26%	100%

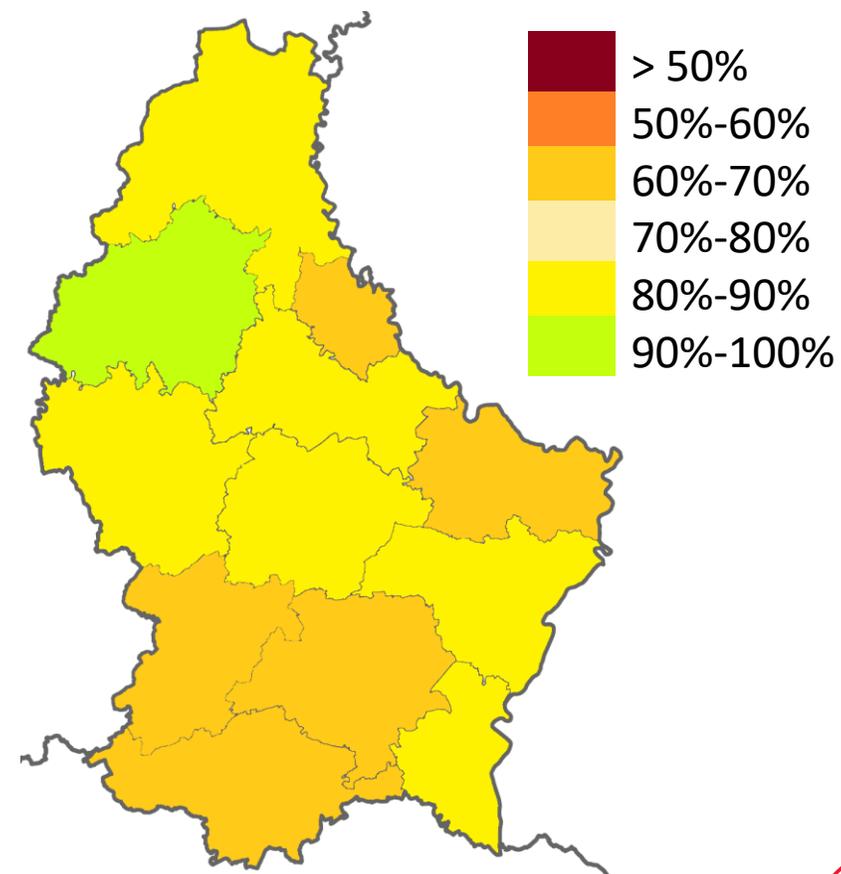




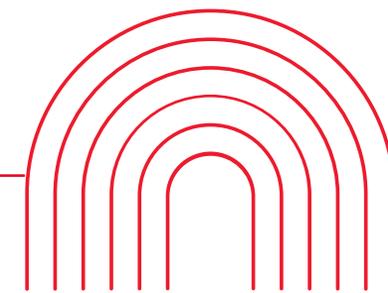
Couverture vun der conventionnéierter Offer



Offre d'accueil conventionnée 0-3



Offre d'accueil conventionnée 3-12





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse

Factsheet

**Zuelen a Fakte ronderëm déi
non-formal Bildungsstrukturen**

18. Abrëll 2023

Gutt Bildung fir jiddereen

An deene leschte Joren huet sech d'Bildung zu Lëtzebuerg staark entwéckelt a moderniséiert. Dobäi stoungen d'Kanner ëmmer am Mëttelpunkt. D'Kontinuitéit vun dësen Entwécklungen muss dofir och weider op d'Bedierfnisser vun de Kanner ausgeriicht sinn. An dësem Sënn investéiert de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend weider an d'Qualitéit vun den non-formale Bildungsstrukturen. Doriwwer eraus mussen dës Beméiungen och de gesellschaftlechen Erausforderungen a Bedierfnisser vum 21. Joerhonnert gerecht ginn.

Am Kader vum Traité de Lisbonne¹ goufen eng Rei Reformen an Ugrëff geholl. Zil vun dëse Reforme war virun allem, de gesellschaftlechen Defien eppes entgéintzesetzen:

- wirtschaftlech Erausforderungen;
- Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra;
- de Fraen e fräien Accès zum Aarbechtsmarché erméiglechen;
- Opfänke vun neie Familljekonstellatiounen (Monoparentaux);
- Opfänke vu Famillje mat engem Migratiounshannergrond;
- de Familljen a Kanner eng héichwäerteg a qualitativ Betreuungsoffer ubidden.

Doduerch, dass déi non-formal Bildungsstrukture wéi och d'Molzechte fir d'Schoulkanner gratis zougänglech gemaach gi sinn an doriwwer eraus eng national Hausaufgabenhëllef garantéiert gëtt, gouf e wichtege Schratt Richtung Chancëgläichheet fir all Kand gemaach.

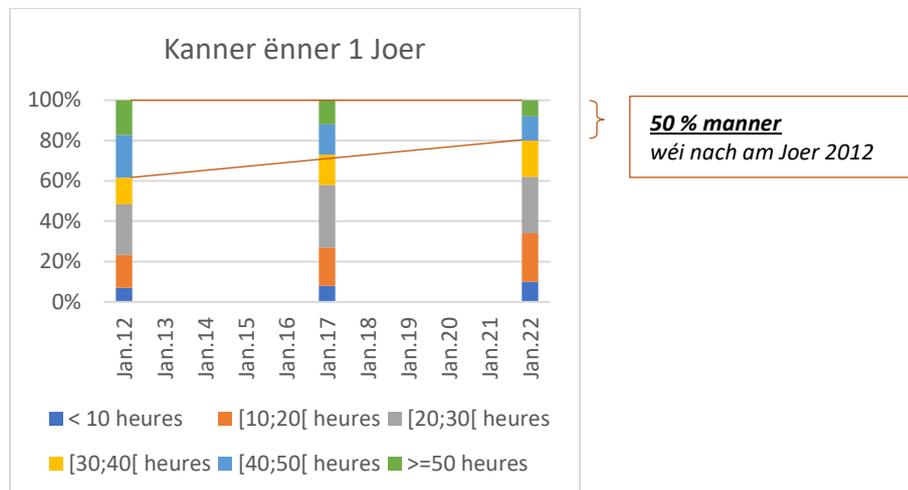
All Kand huet d'Recht op eng qualitativ héichwäerteg Bildung.

Mat dësem Factsheet gëtt op rezent Entwécklungen aus den non-formale Bildungsstrukturen higewisen.

¹ Traité de Lisbonne (2007), <https://www.europarl.europa.eu/about-parliament/fr/in-the-past/the-parliament-and-the-treaties/treaty-of-lisbon>; Schlussfolgerungen des Europäischen Rates in Lissabon (2000), https://www.europarl.europa.eu/summits/lis1_de.htm (Artikel: 1-7; 28-30).

Unzuel u Stonnen, déi d’Kanner an enger non-formaler Bildungsstruktur verbréngen

Unzuel u Stonnen, déi d’Kanner ënner 1 Joer an enger Crèche verbréngen Januar 2012, 2017 & 2022



Source: MENJE (2023), Données de la facturation du chèque-service accueil (CSA)

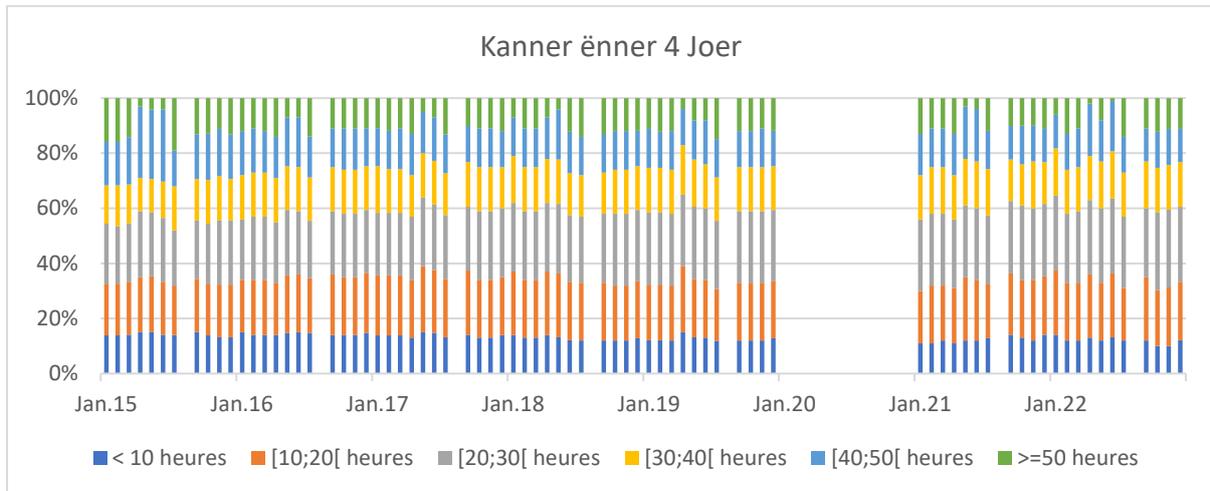
- D’Kanner ënner engem Joer verbréngen ëmmer manner Stonnen an enger Crèche.
- D’Unzuel u Kanner, déi ënner engem Joer 40 Stonnen d’Woch oder nach méi laang an enger konventionéierter Crèche verbréngen, ass ëm 50 % erofgaangen.
- An der Moyenne si méi wéi 60 % vun de Kanner ënner engem Joer manner wéi 6 Stonnen den Dag an enger konventionéierter Crèche ageschriwwen. Op d’Woch gesinn sinn dat manner wéi 30 Stonnen.

Moyenne vun der wéchentlecher Betreungszäit vun de Kanner ënner 1 Joer Januar 2012, 2017 an 2022

Kanner ënner 1 Joer	Jan. 2012	Jan. 2017	Jan. 2022
	33 St.	30 St.	28 St.

Source: MENJE (2023), Données de la facturation du chèque-service accueil (CSA)

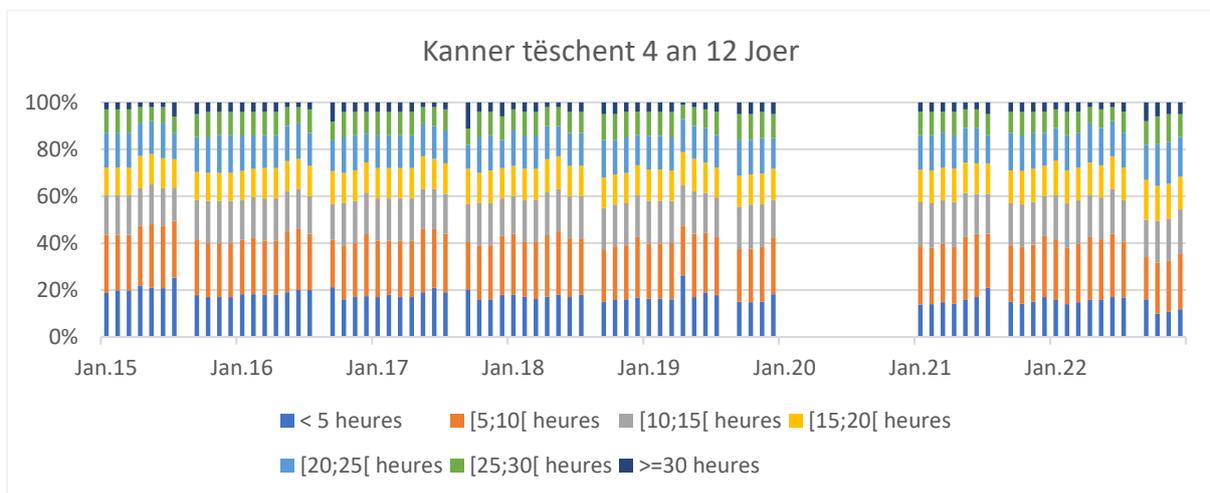
Unzuel u Stonnen, déi d’Kanner ënner 4 Joer an enger Crèche verbréngen
 Januar 2015-2022 (ausser 2020)



Source: MENJE (2023), Données de la facturation du chèque-service accueil (CSA)

- An der Moyenne sinn d’Kanner ënner 4 Joer manner wéi 30 Stonnen d’Woch an enger konventionéierter Crèche ageschriwwen.
- Déi wéchentlech Betreungszeit vun de Kanner an enger non-formaler Bildungsstruktur ass an der Moyenne iwwer déi lescht Jore stabil bliwwen. Allerdéngs léisst sech feststellen, dass am Klengkand-Beräich d’Unzuel vun der wéchentlecher Betreungszeit kontinuierlech erofgeet.

Unzuel u Stonnen, déi schoulflichteg Kanner an enger non-formaler Bildungsstruktur verbréngen
 Januar 2015-2022 (ausser 2020)



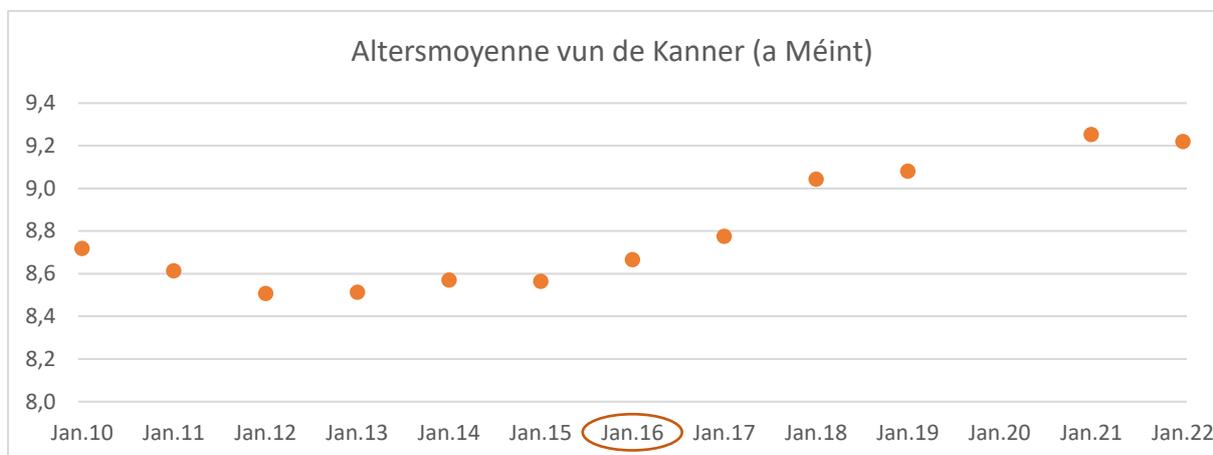
Source: MENJE (2023), Données de la facturation du chèque-service accueil (CSA)

- Während de Schoulwoche si schoulflichteg Kanner am Alter tëschent 4 an 12 Joer an der Moyenne manner wéi 15 Stonnen an enger konventionéierter Maison relais ageschriwwen. Am Duerschnëtt sinn dat manner wéi 3 Stonnen den Dag.

Impakt vum Congé parental op den Alter vun de Kanner an enger Crèche

Altersmoyenne vun de Kanner ënner 1 Joer, déi eng Crèche besichen

Januar 2010-2022 (ausser 2020)

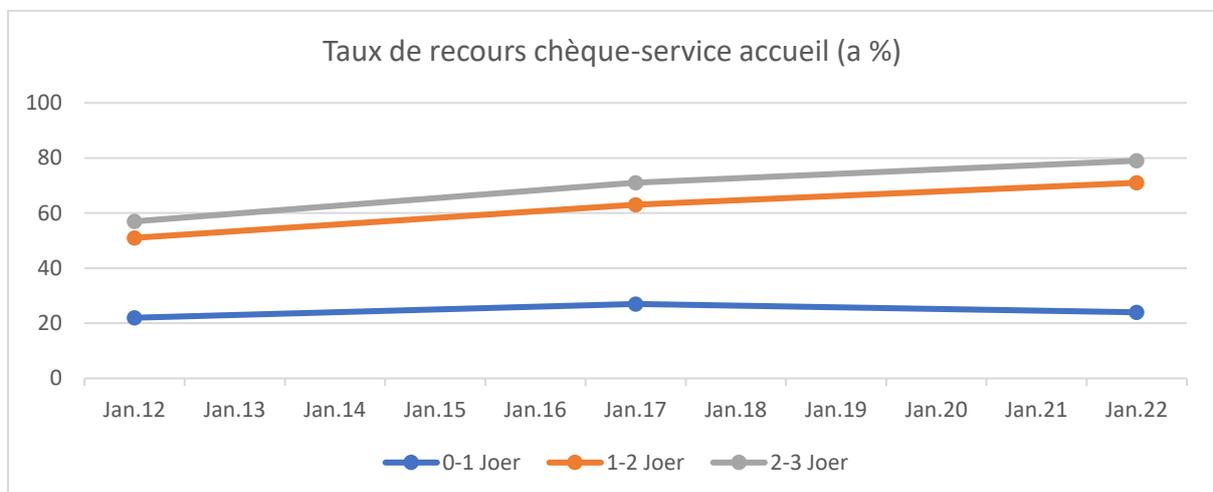


Source: MENJE (2023), Données de la facturation du chèque-service accueil (CSA)

- Kleng Kanner gi méi spéit an d'Crèche wéi nach virun e puer Joer.
- E wichtegen Impakt hat d'Reform vum Congé parental (2016). D'Kanner sinn hautdesdaags méi al, wa si an enger Crèche sinn.

Kanner ënner 3 Joer, déi vum Chèque-service accueil (CSA) profitéieren

Januar 2012, 2017 an 2022



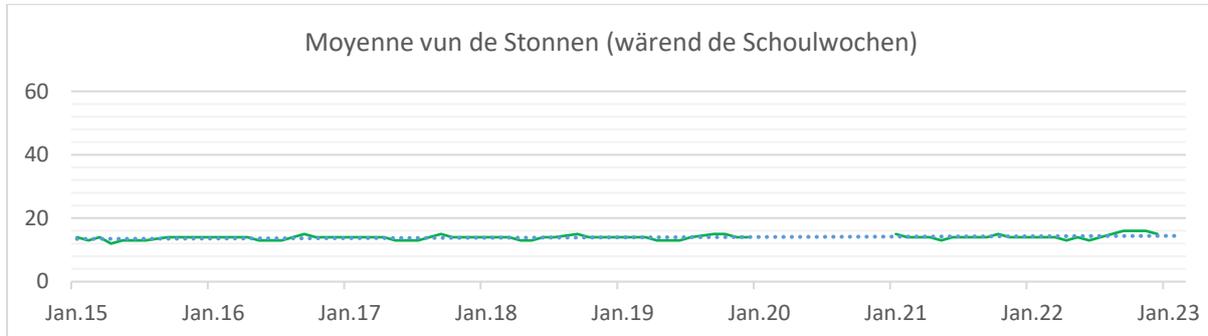
Source: MENJE (2023), Données de la facturation du chèque-service accueil (CSA)

Données: STATEC, Données relatives à la population du Luxembourg

- De Prozentsaz vun de Kanner, déi manner wéi ee Joer hunn, ass geréng an ass an deene leschte Joren erofgaangen.
- Den Impakt vum Congé parental gesäit een dorun, dass nëmmen nach knapps 20 % vun den Eltere vu Kanner ënner engem Joer op de Chèque-service accueil zeréckgräifen.
- Non-formal Bildungsstrukture gi réischt fir d'Eltere mat Kanner ab engem Joer wichteg. Bis zu 80 % vun den Eltere vu Kanner am Alter vun 1 bis 3 Joer gräifen op dës Méiglechkeet zréck. Wat d'Kanner méi al sinn, wat den Taux de recours méi erofgeet.

D'Gratuitéit huet kee wierklechen Impact op d'Betreiungszäit an d'Unzuel u Kanner an enger Maison relais

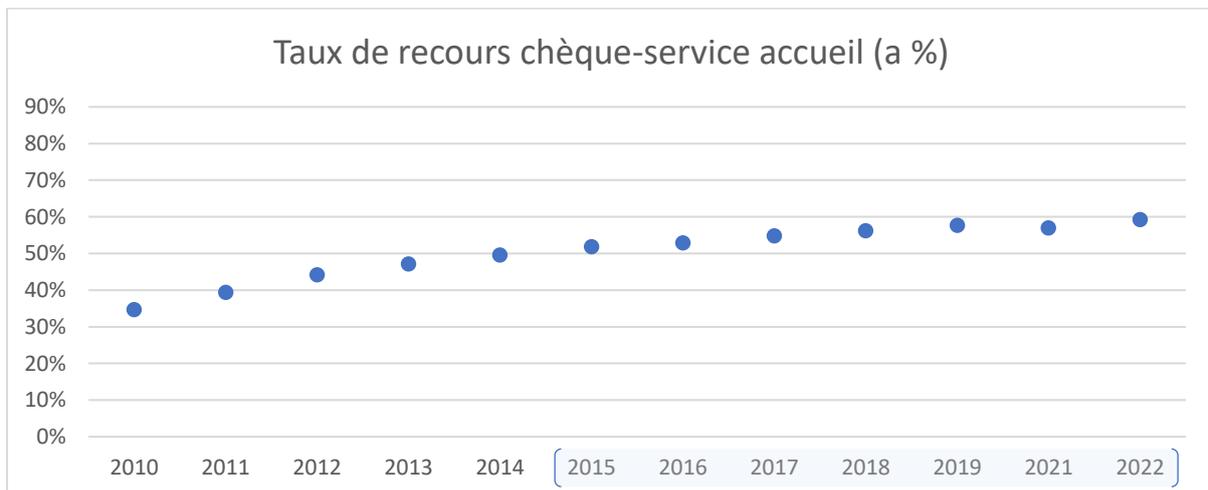
Entwécklung vun de Stonnen, an der Moyenne, während de Schoulwochen 2015-2022 (ausser 2020)



Source: MENJE (2023), Données de la facturation du chèque-service accueil (CSA)

- Sait der Aféierung vun der Gratuitéit an der Maison relais (September 2022) bleiwen d'Kanner net signifikativ méi laang an den non-formale Bildungsstrukturen.
- D'Unzuel u Stonnen, wou schoulpflichteg Kanner an enger konventionéierter Maison relais betreit ginn, ass tèschent dem Joer 2021 an 2022 ëm 1,5 Stonne pro Woch eropgaangen. Op d'Woch gesi sinn d'Kanner am Alter tèschent 4 an 12 Joer an der Moyenne 15 Stonnen d'Woch an enger non-formaler Bildungsstruktur.

Taux de recours vum Chèque-service accueil vun all de Kanner am Alter vun 0-12 Joer 2010-2022 (ausser 2020)



Source: MENJE (2023), Données de la facturation du chèque-service accueil (CSA)

- Sait dem Joer 2015 ass den Taux de recours vum Chèque-service accueil stabil bliwwen.
- An deene leschte Jore gi konstant tèschent 52 % an 59 % vun de Kanner an eng non-formal Bildungsstruktur.

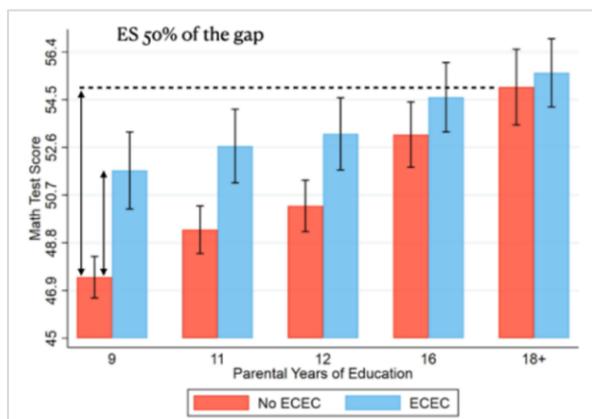
D'Familje gi substanzuell duerch d'Gratuitéit vun der Maison relais entlaascht

Grad an dëser ekonomesch schwéierer Zäit ass et wichteg, Familjen ze entlaaschten:

- Mat der Aféierung vun der Gratuitéit spueren Stéit mam Revenu médian 864 € am Joer.
- De System vum Chèque-service accueil ass e wichtegt Instrument vun der sozialer Gerechtegkeet.
- Eng Etude² vum Statec vun 2019 beleet, dass de Chèque-service accueil zu där Zäit:
 - den Taux de risque de pauvreté vun der gesamter Populatioun vu 16,5 % op 14,9 % reduzéiere konnt.
 - den Taux de risque de pauvreté bei Kanner ëm bis zu 6 Prozentpunkten zréckgaangen ass.

D'Qualitéit vun den non-formale Bildungsstrukturen huet e positiven Effekt op d'Kanner

D'Qualitéit vun den non-formale Bildungsstrukturen ass ausschlaggebend fir d'Wuelbefannen an d'Entwécklung vun de Kanner



Source: Zachrisson et al. (2018), *Universal Early Childhood Education and Care for Toddlers and Achievement. Outcomes in Middle Childhood*

Eng rezent wëssenschaftlech Studie³ iwwer de Kléngkand-Beräich weist, dass Kanner aus Familje mat engem manner héije Bildungsofschloss (am meeschten) vun enger Betreuung an enger non-formaler Bildungsstruktur profitéieren. Sou ass zum Beispill d'Entwécklung vun de mathematesche Kompetenze bei de Kanner méi héich, wann d'Kanner eng non-formal Bildungsstruktur besicht hunn, wéi wa si exklusiv doheem an der Famill betreit gi sinn.

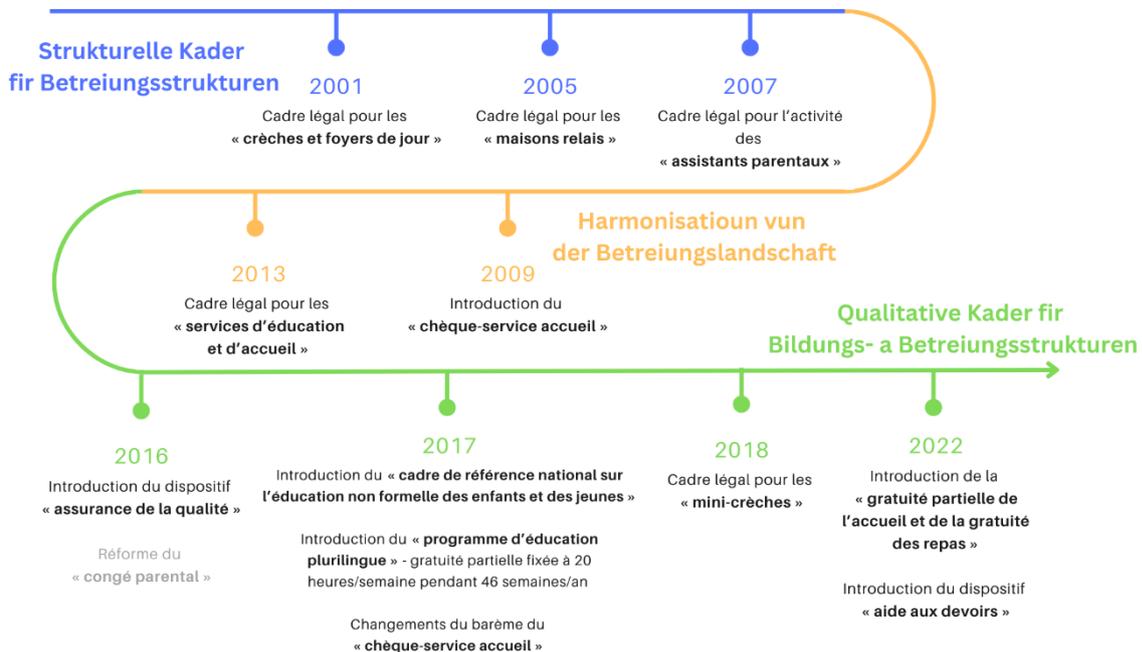
Allgemeng beleeeën déi verschidde Studien:

- dass fir egal wéi ee Betreuungsmodell ee sech entscheet (*sief et doheem, bei den Elteren, bei de Grouselteren, bei Dageselteren, an enger non-formaler Bildungsstruktur ...*), ass ëmmer d'Qualitéit – *vun der Betreuung-, vun der Interaktioun mam Kand, vun der pedagogescher Offer* – ausschlaggebend fir d'Wuelbefannen an d'Entwécklung vun de Kanner.
- dass virun allem Kanner aus benodeelegten Elterenhaiser vun enger Betreuung an enger non-formaler Bildungsstruktur profitéieren. D'Viraussetzung dofir ass awer, dass déi jeeeweileg Bildungs- a Betreuungsstruktur eng gutt Qualitéit opweist.

² **Source:** STATEC (2019), *Rapport travail et cohésion sociale. L'état social et le bien-être de la société luxembourgeoise.*

³ **Source:** Zachrisson A.D., Dearing E., Topstad Borgen N., Jorde A.M., Karoly S.L. (2018), *Universal Early Childhood Education and Care for Toddlers and Achievement. Outcomes in Middle Childhood (Department of Special Needs Education, University of Oslo; Lynch School of Education and Human Development, Boston College; RAND Corporation and the Pardee RAND Graduate School)*, Link: <https://edarxiv.org/zrctw/> (page 29).

Um Niveau vun der Qualitéitsentwécklung gouf viles ënnerholl



Source: MENJE (2023)

Dispositif „Assurance de la qualité“:

➔ **Loi du 24 avril 2016 portant modification de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse**

- Aféierung vum *Cadre de référence nationale sur l'éducation non formelle*
- Obligatioun vun engem Concept d'action général fir all non-formal Bildungsstruktur
- Dokumentatioun vun der pedagogescher Praxis am Journal de bord
- Obligatioun vun 32 Stonnen op 2 Joer u Formation continue fir d'pedagogesch Personal
- pedagogesche Suivi duerch d'Agents régionaux vum SNJ (extern Begleitung an Evaluatioun)

Rezent Entwécklungen am Sënn vun der Qualitéitsentwécklung:

- Restrukturatioun vum Dispositif „Formation continue“
- Harmoniséierung vum Dispositif vun der Hausaufgabenhëllef
- Opbau vun engem nationale Réseau u Centre de ressources fir den non-formale Secteur

Ressourcen-Zentren – pedagogesch Ënnerstëtzung op Mooss an op Nofro



- INCLUSO (Fondation Apemh)
- SPILLZENTER (Arcus asbl.)
- CENTRE FORMIDA (Arcus asbl.)
- BIBLIOBUS (Caritas Jeunes et Familles asbl.)
- KANNERMUSÉE « PLOMM » (Kannerhaus Wooltz asbl.)

Duerch eng laangjäreg Expertise an ënnerschiddlechen Themeberäicher begleeden, beroden an ënnerstëtzen déi eenzel Ressourcen-Zentren déi pedagogesch Equippen aus den non-formale Bildungsstrukturen, hir pedagogesch Praxis konsequent weiterzuentwéckelen. Doriwwer eraus wäerten déi eenzel Ressourcen-Zentren zu hirem jeeweilegen Themefeld ëmmer nees nei Materialien entwéckelen, fir den non-formale Secteur am Alldag mat praktesche Ressourcen ze ënnerstëtzen.

- Opbau vun engem nationale Reseau un Eltereforen

Eltereforem – Austausch, Informatioun a Begleedung

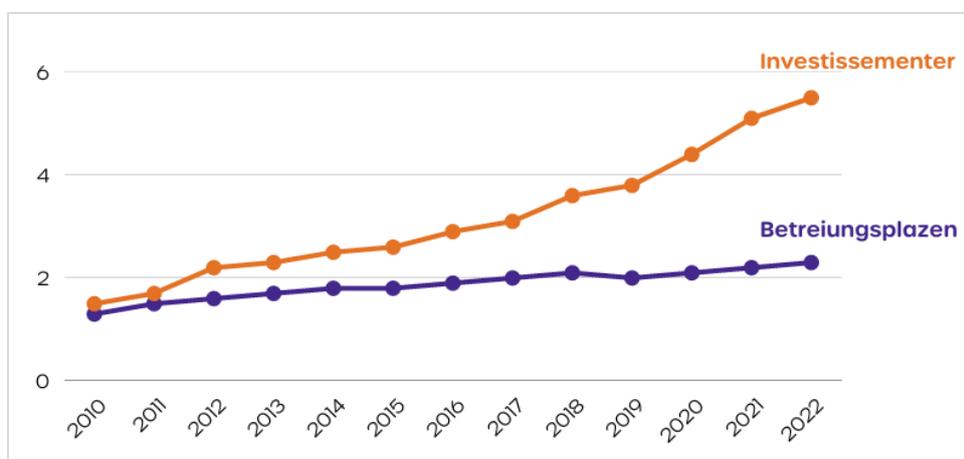


- Marnach
- Niederanven
- Bettembourg

D'Elterefore riichte sech un all d'Elteren, vun der Schwangerschaft un an duerch all d'Liewensetappe vun hire Kanner.

D'Elterefore si Plazen, op deenen all d'Eltere sech an engem frëndleche Kader austauschen, informéieren a begleede loosse kënnen. D'Eltereforen erliichteren e vernetzt Zesummeschaffen a stëtze sech dobäi op e breede Spektrum u kompetente Partner am Zesammenhang mam Elteresinn.

Quantitativen a qualitativen Ausbau vun den non-formale Bildungsstrukturen

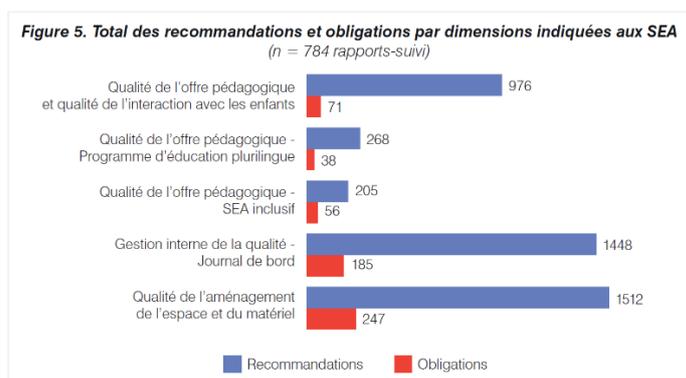


Source: MENJE (2023)

- **Quantitativen Ausbau:**
Et gi mëttlerweil 2,3-mol esou vill Plaze wéi nach 2009
- **Qualitativen Ausbau:**
Et gouf 5,5-mol sou vill Budget an d'Bildungs- a Betreiuungsstrukturen investéiert wéi nach 2009, fir d'Qualitéitsentwécklung vun de Bildungs- a Betreiuungsstrukturen ze ënnerstëtzen

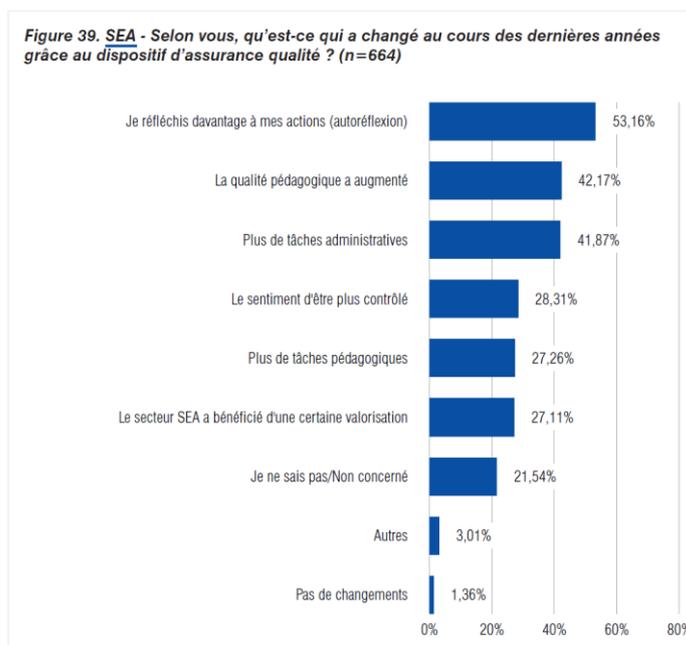
Qualitéssécherung an -entwécklung duerch reegelméisseg Visitte vun den Agents régionaux⁴

- Zanter dem Joer 2017 sinn déi non-formal Bildungsstrukturen obligéiert, all dräi Joer e pedagogesch Konzept virzeleeën, wat vun engem Agent régional evaluéiert a validéiert gëtt.
- Doriwwer eraus ginn d'Agents régionaux zweemol am Joer an all non-formal Bildungsstruktur, fir sech e Bild vun der pedagogescher Praxis an den Entwécklungen ze maachen.
- Am Sënn vun der Qualitéssécherung an -entwécklung formuléiert den Agent régional während de Visitten ëmmer nees Recommendatiounen, fir d'Qualitéit vun der pedagogescher Praxis an den non-formale Bildungsstrukturen konsequent weiderzuentwéckelen.



Source: SNJ (2023), *Suivi de la qualité pédagogique auprès des SEA et des AP 2021* (page 11)

- Am heefegste goufe Recommendatiounen formuléiert iwwert:
 - d'Gestaltung vun de Raimlechkeete wéi och d'Spill-Material, wat de Kanner zur Verfügung steet;
 - d'Dokumentatioun vun der pedagogescher Praxis;
 - d'Qualitéit vun der pedagogescher Offer wéi och d'Qualitéit vun den Interaktiounen mat de Kanner.



Source: SNJ (2023), *Impact du dispositif de développement de la qualité sur le secteur de l'éducation non formelle SEA & AP 2016-2022* (p. 23)

⁴ Source: SNJ (2023), *Rapports et bilans sur le suivi de la qualité pédagogique*. Link: <https://www.snj.public.lu/publications/>

- Ëmfroe vum *Service national de la jeunesse* hunn erginn, dass 42 % vun de Leit aus den non-formale Bildungsstrukturen der Meenung sinn, dass sech d'Qualitéit vun der pedagogescher Praxis verbessert huet zanter der Aféierung vum Dispositif „Assurance de la qualité“ (2016).
- 53 % vun de befroete Leit ginn un, dass si reegelméisseg hir pedagogesch Praxis wéi och hiert Handeln hannerfroen a reflektéieren.

Investissementer an de Personalschlëssel vun den non-formale Bildungsstrukturen

- Iwwer verschidde Mechanismen a qualitativ Mesuren investéiert de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend zousätzlech och an de Personalschlëssel vun den non-formale Bildungsstrukturen.
- De Personalschlëssel, wéi dëse mindestens iwwert den Agreement virgeschriwwen ass, gëtt duerch zousätzlech finanziell Mëttel a Mesuren an der Praxis weider no uewen ugepasst.

Verschiede Mechanismen, déi de Personalschlëssel eropsetzen:

- *Auslaaschtungsdelta vu 75 %*
An den non-formale Bildungsstrukturen aus dem konventionéierte Secteur gëtt mat engem Auslaaschtungsdelta vu 75 % geschafft. Dat bedeit, dass d'Personal och finanzéiert gëtt, wann nëmme 75 % vun der geplangter Auslaaschtung (Präsenz vun de Kanner) finanzéiert gëtt. Doduerch geet de reelle Personalschlëssel erof.
- *Planifikatioun vun de Betreuungsstonne ginn um Niveau vu Plagë fixéiert (Blocs)*
D'Betreuungsstonnen an den non-formale Bildungsstrukture ginn op der Basis vun engem Maximum u Kanner gerechent, déi fir déi eenzel Plagen ageschriwwen sinn. Doduerch ass d'Personal och da präsent, wann d'Unzuel u Kanner sech während dem Dag (oder der concernéierter Plage horaire) reduzéiert.
- *Zousätzlecht Personal duerch de Programm d'éducation plurilingue an de Crèchen*
Am Kader vum Programme d'éducation plurilingue huet all Crèche (ob konventionéiert oder net-konventionéiert) e Supplement vun 10 % u Personalstonnen ze gutt, fir d'Betreiung vun de Kanner am Alter vun 1-4 Joer ze garantéieren.
- *Zousätzlecht Personal duerch d'Aféierung vun enger SEA-Inclusive*
Am Kader vun enger SEA-Inklusive huet all non-formal Bildungsstruktur aus dem konventionéierte Secteur ee Supplement pro Agreement ze gutt. Dëse Supplement ass op d'Unzuel vun de Kanner gerechent (1,5 % méi Personal, gerechent op déi geplangte Präsenzstonne vun de Kanner).